

Révolution Internationale

Mensuel 2 fr

Numéro 22 - Février 1976

SOMMAIRE

RENAULT : le jeu syndical	p. 3
CHINE : luttes de classe	p. 4
ARMEE ET DEMOCRATIE	p. 5
ITALIE : la crise politique	p. 6
ARGENTINE : le chaos	p. 7
PCI : la croisade contre le marxisme	p. 8
LE REGROUPEMENT DES REVOLUTIONNAIRES	p. 9
U.S.A. : la crise	p. 10

ABONNEMENTS

1 an (12 numéros)	20 F
6 mois (6 numéros)	10 F
COUPLE (journal + 5 Revue Internationale)	
1 an	40 F

EDITORIAL

POURQUOI UN JOURNAL ?

Pour une publication révolutionnaire, passer de la forme revue à celle de journal, ce n'est pas uniquement changer de format. Un journal est le moyen d'une intervention beaucoup plus large et directe dans la lutte de classe.

En commençant à publier RI sous forme de journal, après 7 numéros ronéotés et 21 imprimés sous forme de revue, irrégulière d'abord, puis bimensuelle et enfin mensuelle, c'est la volonté permanente d'intervention que nous avons affirmée depuis les premiers numéros, qui se concrétise en un nouveau pas.

Un pas qui, comme tous ceux qui l'ont précédé et le suivront, s'inscrit dans le processus de développement des conditions qui président à l'intervention des révolutionnaires. Deux d'entre elles sont particulièrement déterminantes.

Il y a d'une part le développement de l'écho des positions révolutionnaires. De l'autre, et c'est une conséquence de ce premier fait, le développement des moyens des révolutionnaires, de leurs forces pour affronter leurs tâches.

Développement de l'écho des positions révolutionnaires parce qu'elles ne sont rien d'autre que des INSTRUMENTS, des moments des luttes ouvrières. Or depuis 68 elles se multiplient dans le monde entier.

La dénonciation de l'antifascisme comme moyen d'encadrement et de détournement des luttes ouvrières, celle des luttes de libération nationales comme simple moment des luttes entre puissances impérialistes, le caractère bourgeois des PC, PS et autres gauches, la vacuité des tactiques parlementaristes et frontistes, le caractère capitaliste et donc impérialiste des pays dits "communistes" ou socialistes, la nature anti-ouvrière des syndicats, etc. etc. Toutes ces positions produites de l'expérience passée du mouvement prolétarien pouvaient sembler, il y a quelques années encore, simple délire de secte puriste. Mais, avec le ressurgissement et l'extension des luttes ouvrières dans le monde entier, avec la décomposition de tous les aspects de la société capitaliste dont les fondements économiques s'effondrent chaque jour plus, mettant à nu, du Portugal à l'Argentine, de la Chine aux USA, de la Pologne à l'Angela, les aspects plus répugnants et cyniques du système, avec tous les événements des dernières années qui traduisent une véritable accélération de l'histoire, les vieilles positions révolutionnaires du prolétariat tendent à réapparaître peu à peu, dans toute leur véracité, au milieu de nuages de poussière que crée l'effondrement des bâtiments idéologiques du capitalisme.

Mais il ne suffit pas que l'intervention des révolutionnaires devienne de plus en plus possible, de plus en plus nécessaire pour que, mécaniquement, elle surgisse du néant, à la mesure de sa tâche. Ici, pèsent de tout leur poids, la volonté, la conscience, la détermination des révolutionnaires pour s'élever à la hauteur de leur fonction dans la classe.

Derrière la possibilité d'assumer aujourd'hui la publication et la diffusion d'un journal il y a aussi un effort permanent d'éclaircissement théorique, et de regroupement organisé des révolutionnaires au niveau international.

C'est entre les écueils de l'activisme et de l'attentisme que les révolutionnaires doivent constamment tracer leur voie.

Pour le moment, RI n'est encore que mensuel et son élaboration porte inévitablement les faiblesses d'une nouvelle tâche qui commence.

Mais "la fonction crée l'organe" et l'indivisible développement de la montée des luttes prolétariennes ne pourra que permettre un perfectionnement des instruments de l'intervention révolutionnaire.

"LA NATIONALITE DE L'OUVRIER N'EST PAS FRANCAISE, NI ANGLAISE, NI ALLEMANDE, C'EST LE TRAVAIL, L'ESCLAVAGE LIBRE, LE MARCHANDAGE DE SOI-MEME. SON GOUVERNEMENT N'EST PAS FRANCAIS, NI ANGLAIS, NI ALLEMAND, C'EST LE CAPITAL. SON ATMOSPHERE NATALE N'EST PAS FRANCAISE, NI ANGLAISE, NI ALLEMANDE, C'EST L'ATMOSPHERE DE L'USINE. LE SEUL QUI LUI APPARTIENT EN PROPRE N'EST PAS LE SOL FRANCAIS, NI ANGLAIS, NI ALLEMAND ; IL SE TROUVE QUELQUES PIEDS SOUS TERRE". MARX

ESPAGNE

LES LUTTES OUVRIERES METTENT LES PIEDS DANS LE PLAT DE L'UNION NATIONALE

Ce que la bourgeoisie tant européenne qu'espagnole redoutait, ce à quoi elle s'est préparée en mettant les bouchées doubles depuis que Franco est mort, emportant avec lui dans le tombeau les dernières loques du "franquisme", une vague de luttes ouvrières est en train de la soumettre à une rude épreuve.

Le mouvement de grève qui déferle actuellement sur l'Espagne a ceci de particulier qu'il doit faire face à une bourgeoisie et un Etat drapé dans l'aube de la démocratie; en cela, la situation actuelle diffère de la situation de l'an dernier où il y avait une contradiction entre la haute combativité du prolétariat et les formes rigides d'encadrement absolument inadéquates pour lui faire face.

La situation de blocage des salaires déclarée avant la mort de Franco et confirmée tout dernièrement par le gouvernement Iribarne et la morsure du chômage ont déclenché la plus grande vague de grèves qu'il y ait eu depuis l'année dernière.

Le catéchisme "de la démocratie", les eaux bénites des lancinants discours sur "les libertés" de toutes les fractions de la bourgeoisie de "droite" comme de "gauche" n'ont pas réussi à vraiment détourner les luttes ouvrières de leur terrain de classe.

Quand les syndicats clandestins ont lancé la grève du métro pour renforcer leur influence, ils ne s'attendaient pas à ce qu'elle s'étende comme une traînée de poudre dans toute l'Espagne.

En l'espace de quelques jours, les grèves de solidarité avec les travailleurs du métro de Madrid viennent briser le cadre corporatiste que voulaient imposer les syndicats et les commissions ouvrières -cadre dans lequel la bourgeoisie aurait facilement pu faire passer ses mystifications démocratiques.

A Palma-de-Rio, dans la province de Cordoue, des travailleurs agricoles, très durement touchés par le chômage, s'affrontent violemment avec les forces de police. Dans la région de Madrid, les ouvriers en grève par solidarité essaient de rentrer dans la ville pour mettre d'autres usines en grève; là aussi, ils se heurtent à la police.

Les jours suivants, 50.000, 60.000 et puis 100.000 travailleurs madrilènes se mettent en grève. La lutte atteint à ce moment là plusieurs autres régions d'Espagne; c'est d'abord la grève des dockers de Barcelone qui bloque toute l'activité du port puis ensuite celle des mineurs des Asturies.

L'attitude de la bourgeoisie au début de la grève du métro n'a pas été celle qu'elle avait adoptée lors de la dernière grève dans ce secteur; réquisition immédiate des travailleurs par les forces armées. Tant que la grève restait contrôlée par les syndicats et les commissions ouvrières, elle n'avait aucun intérêt à prendre cette mesure extrême et donc très dangereuse. De par la combativité des ouvriers espagnols et le retard pris pour leur enlever de structures d'encadrement plus souples, plus adaptées à la violence des affrontements entre le capital et le travail (voir articles sur l'Espagne dans RI n° 19, 20, 21) la bourgeoisie espagnole joue un jeu très serré et ne peut se permettre de refaire les erreurs de la politique franquiste qui a eu des résultats désastreux pour les

rapports entre le capital et la classe ouvrière. Dès le moment où le mouvement s'est généralisé, a gagné en profondeur, en intensité, c'est-à-dire, dès le moment où la grève de solidarité est devenue la réalité vivante, pratique de la lutte, il s'est dégage de l'emprise syndicale :

"Les pressions de la classe ouvrière semblent déborder les organisations politiques de gauche et les syndicats clandestins partisans "d'une certaine prudence." (Le Monde du 14/1/76)

C'est à partir de ce moment que le gouvernement a été contraint de prendre des mesures de réquisition (terme qui exprime bien ce que sont pour la bourgeoisie les ouvriers : de vulgaires marchandises) des travailleurs du métro et des postiers. Mais à l'époque actuelle ce ne sont pas les meilleures armes dont puisse se servir la bourgeoisie pour endiguer la montée prolétarienne.

La bourgeoisie en cette période de mouvement ascendant de la lutte de classe, est contrainte d'éviter le plus possible tout affrontement direct avec la classe révolutionnaire. La bourgeoisie n'a plus qu'une seule solution : détourner la lutte ouvrière de ses objectifs réels ; empêcher les ouvriers de pousser le conflit capital/travail, dans ses ultimes limites; faire de telle sorte qu'ils ne combattent pas le capital comme système mais tel ou tel de ses aspects secondaires.

Les forces de la bourgeoisie ne se trouvent pas uniquement dans le gouvernement mais aussi dans "l'opposition" ; l'Etat ce n'est pas simplement l'armée, la police, la justice, mais aussi, tous les organes d'encadrement et de mystification des travailleurs : partis et syndicats.

En Espagne, aussi bien le gouvernement que la gauche : "Junta démocratique", "plate-forme de convergence", essaient d'éviter à tout prix le choc brutal de la lutte de classe en tentant d'embrigader le prolétariat dans l'"Union nationale", la "convergence nationale", l'union pour la survie du capitalisme national. "Il faut en finir avec une évolution traumatique. Il faut parvenir à la réconciliation nationale des Espagnols". (Camacho "Le Monde du 10/1/76") Tel est le cheval de bataille de la bourgeoisie, pas de traumatisme, pas d'affrontement social mais la joyeuse union des exploités et des exploités. C'est sur l'autel de cette "démocratie" que les travailleurs doivent accepter la saignée des sacrifices. Voici comment Camacho, une des grandes figures de l'"opposition", présente ces sacrifices : "Il faut nous assurer que les sacrifices d'aujourd'hui, seront bien faits au bénéfice de toute la société et non de la seule oligarchie... On ne peut demander à la classe ouvrière de supporter une crise dont elle n'est pas responsable, sans qu'elle puisse participer à l'élaboration des solutions".

Telle est la fonction des démocrates en milieu ouvrier. Faire accepter aux travailleurs les sacrifices que la droite du capital n'est plus en mesure de lui imposer. Faire apparaître les sacrifices pour la survie du capital comme des sacrifices en

(SUITE p.6)

FRANCE:

Hier, aujourd'hui, demain, le P.C.F. contre la classe ouvrière

Avec le développement et l'aggravation de la crise, avec la montée générale des luttes ouvrières, l'arrivée de la Gauche au pouvoir dans les pays d'Europe Occidentale où elle n'est pas encore parvenue, s'impose de plus en plus ; elle monopolise ainsi l'actualité politique.

Ceci traduit la réalité de la situation française, mais aussi celle de l'Italie ou de l'Espagne. Dans ces trois pays, l'axe de cette gauche est le PC. Mais paradoxalement, avec la possibilité de participation des P.C. au pouvoir, leurs divergences avec le P.C. d'Union soviétique semblent se creuser ; l'unité internationale des P.C. ne semble plus être un vain mot.

Chacun défend "sa voie nationale de passage au socialisme" et les conditions historiques particulières qui définissent "sa" classe ouvrière! Les PC d'Europe occidentale sont les plus intrançaisants dans la défense de leur "spécificité"; dans le cas extrême cela se manifeste par des scissions -comme en Grèce- entre fraction progressiste et fraction "nationale", mais le plus souvent par des critiques de plus en plus sévères adressées au "grand frère d'Union soviétique".

Ainsi, la condamnation par le P.C. français du camp de travail forcé de Riga n'aura été qu'un prétexte à cette prise de distance qui traduit l'évolution de plus en plus nette des P.C. d'Europe de l'Ouest comme futurs partis de gouvernement : rappelons qu'après sa timide réprobation de l'intervention russe en Tchécoslovaquie, le P.C.F. s'est élevé maintes fois contre la ligne du P.C.U.S. : il a protesté notamment lors du procès des Juifs de Leningrad en 1971 ; il s'est prononcé pour la libre publication des ouvrages de Soljénitsine en 1973, et, tout dernièrement contre l'intervention du mathématicien Léonid Pliouch. Le dernier épisode spectaculaire marquant cette volonté de "ligne autonome" réside dans la proposition de Marchais de rayer des statuts du P.C.F. la notion de dictature du prolétariat.

La meilleure illustration des divergences entre P.C. de l'Est et de l'Ouest se manifeste dans les difficultés depuis deux ans pour tenir la Conférence des P.C. européennes. Les réunions préparatoires à cette conférence permettent de mieux cerner les points sur lesquels les discussions préliminaires achoppent. Les problèmes rencontrés se réfèrent essentiellement à deux thèmes :

(Suite page 2)

CHINE

Chou en Lai est mort. Un des personnages qui a le mieux incarné les 50 ans de triomphe de la contre-révolution mondiale vient de s'éteindre en Chine : commençant son ascension décisive vers le pouvoir après la défaite sanglante du prolétariat chinois en 27, il disparaît au moment même où la classe ouvrière, en Chine comme ailleurs, sort de sa défaite pour réapparaître sur la scène mondiale plus menaçante que jamais. Le concert de lamentations qui unit la bourgeoisie mondiale, du Pape jusqu'aux gauchistes, ne pleure pas tant la disparition d'un de ses hommes "les plus clairvoyants du XX^e siècle" (New York Times), que la fin d'une période où elle pouvait maintenir un étau serré sur le prolétariat écrasé. Les problèmes que pose sa succession, les "tiraillements" qui se font jour au sein de la bourgeoisie chinoise, et que les journalistes présentent comme des difficultés à remplacer un "si grand homme" ne sont ni nouveaux ni dus à la sénilité de l'équipe gouvernementale. Comme le montre l'article qui suit, depuis la "Révolution Culturelle" le capital chinois s'embourbe dans la recherche des moyens politiques pour faire face aux conséquences de la crise économique et en premier lieu au développement des luttes ouvrières.

Lire en p. 4 "Luttes de classe en Chine".

- Le refus par certains P.C. de condamner, comme le demande l'U.R.S.S., "les prétentions hégémoniques des Etats-Unis sur l'Europe occidentale" et de dénoncer "les dangers que l'O.T.A.N. fait courir à la communauté socialiste européenne".

- Des divergences profondes sur la conception de la "démocratie socialiste", qui s'expriment dans la critique que le P.C.U.S. fait de la tactique d'"union nationale et démocratique" des P.C. occidentaux - telle qu'elle apparaît dans le "Programme Commun" en France, le "Compromis Historique" en Italie, ou la "Junta Démocratique" en Espagne.

Ces divergences ne sont en fait que la transcription politique des conditions de l'arrivée de la Gauche au pouvoir en Europe occidentale :

- Dans le cadre d'une économie dominée par les U.S.A. avec en toile de fond, la crise économique mondiale et la rivalité entre les deux blocs impérialistes.

- Avec le rôle spécifique de la Gauche de l'appareil politique du capital dans l'encadrement du prolétariat : le niveau de la généralisation des luttes de la classe implique pour la bourgeoisie la nécessité de museler démocratiquement la classe ouvrière.

I-LA PARTICIPATION DES P.C. AU POUVOIR DANS LE CADRE DU BLOC DE L'OUEST

Toute fraction de la bourgeoisie a des options de politique internationale qu'elle défend, aussi bien le Parti Communiste français que les autres. Mais le P.C.F. n'est pas plus l'appendice de l'appareil d'Etat russe que le P.S. n'est celui des Etats-Unis. En tant qu'une des fractions de gauche de la bourgeoisie, le P.C.F. est constamment amené, avec le développement de la crise, à être un des meilleurs défenseurs des intérêts du capital national, et un des champions de l'idéologie nationaliste : lorsque Chirac et Pomiatowski l'accusent de vouloir détruire l'armée de défense nationale, le P.C.F. a beau jeu de se réclamer d'une foi aussi grande que celle des partis gouvernementaux "dans les nécessités et les vertus" de cette défense nationale. Il peut à juste titre proclamer son indéfectible attachement à la patrie : c'est lui son "vrai" défenseur car la "gauche", la "grande bourgeoisie" est "toujours prête à brader la Patrie" (déclaration de Guy Hermier, membre du bureau politique, Le Monde du 23-12-75).

De fait, ses "titres de gloire" au service du capital national sont suffisamment nombreux et éloquentes. Nous n'en prenons que quelques uns :

- En 1941, lorsqu'il s'agit d'embrasser la classe ouvrière dans la deuxième boucharie inter-impérialiste poursuivie par son rôle infâme dans la résistance avec son très "internationaliste" (sic!) mot d'ordre "à chacun son boche!"

- En 1945, lorsqu'il s'agit de reconstruire l'économie française en participant au gouvernement d'Union Nationale et d'appeler les travailleurs à donner, après leur sang, leur sueur à la défense de l'économie nationale. Et où, pour étouffer dans l'oeuf toute lutte sur un terrain de classe, Thorez déclare : "La grève est l'arme des trusts" ou encore "Travaillez d'abord, revendiquez ensuite!"

- En 1968, lorsqu'il s'agit de savoir "terminer une grève", le P.C.F. est là, dénonçant la reprise du mouvement prolétarien comme l'oeuvre d'"agitateurs étrangers", faisant partout reprendre le travail...

Aujourd'hui, pour dénoncer les atteintes à l'économie nationale, à l'indépendance nationale, ou pour la sauvegarde de cette "institution fondamentale" qu'est l'armée, le P.C.F. trouve les mêmes accents qu'un Michel Debré "conservateur" notoire de la tradition gaulliste.

Mais si le caractère nationaliste du P.C.F. dans la défense des intérêts de la patrie s'est souvent manifesté au long de son histoire, il est nouveau qu'il s'oppose directement au "parti frère" d'Union Soviétique. De même il est nouveau que les mêmes oppositions, les mêmes divergences, de plus en plus nettes, apparaissent conjointement au niveau de tous les P.C. d'Europe de l'Ouest vis-à-vis des P.C. de l'Est.

Avec l'accentuation de la crise internationale, et le développement des luttes de classe, l'opportunité de la venue d'équipes de gauche au pouvoir se précise. C'est à dire que pour un certain nombre de P.C. occidentaux, la perspective de participation à la direction de l'Etat apparaît comme une réalité de plus en plus tangible et concrète.

Si, en tant que partis de la bourgeois-

sie, les P.C. peuvent défendre leurs propres options politiques, les mesures qui s'imposent à l'appareil d'Etat, à travers les pressions que subit une économie nationale dans le cadre d'un marché mondial saturé, les obligent, lorsqu'ils participent directement à la gestion de cet Etat, à se soumettre aux impératifs du capital national. Dans le cadre d'un bloc dominé par l'impérialisme américain, les P.C. occidentaux sont obligés de donner des garanties et de marquer leur distance par rapport à l'U.R.S.S. dont les intérêts généraux se révèlent être contradictoires à ceux qu'ils sont amenés à défendre.

Le P.C. italien a ouvert le chemin dans cette politique d'indépendance par rapport au P.C.U.S., mais la position la plus claire est certainement celle de Santiago Carillo, secrétaire général du P.C. espagnol, lorsqu'il déclare :

"Ces gouvernements (à participation P.C.)... seraient en mesure d'observer une stricte indépendance vis-à-vis de tout bloc ou de tout pays hégémonique, quel qu'en soit le type. Des gouvernements capables de décourager toute idée de satellisation."

Il ajoute, plus loin :

"Nous pensons même à une restructuration de l'internationalisme fondée justement sur une coordination de notre action avec celle du reste du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale. Avec les Partis-Etats de l'Est, des contacts pourront demeurer, des rapports de coopération, mais la priorité est à l'Occident. Je crois que le vieil internationalisme est un résidu appelé à disparaître."

Sur la dictature du prolétariat.

"Le parti communiste n'est pas figé, il n'est pas dogmatique. Il sait s'adapter aux conditions de son temps. Or, aujourd'hui, le mot "dictature" ne correspond pas à ce que nous voulons. Il a une signification insupportable, contraire à nos aspirations, à nos thèses."

(Interview de G. MARCHAIS, secrétaire général du PCF lors du magazine télévisé "Antenne 2" du 8/1/76).

"La croissance du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays suscite les efforts convulsifs de la bourgeoisie et des agents qu'elle possède dans les organisations ouvrières pour découvrir les arguments philosophico-politiques capables de servir à la défense de la domination des exploités. La condamnation de la dictature et la défense de la démocratie figurent au nombre de ces arguments. Le mensonge et l'hypocrisie d'un tel argument répété à satiété dans la presse capitaliste sont évidents pour tous ceux qui n'essaient pas de trahir les principes fondamentaux du socialisme.

D'abord, cet argument s'appuie sur les conceptions de "démocratie en général", sans préciser la question de la classe. Poser ainsi le problème, en dehors de la question de classes, en prétendant considérer l'ensemble de la nation, c'est proprement se moquer de la doctrine fondamentale du socialisme, à savoir

C'est donc dans un cadre purement national que les différents partis communistes occidentaux sont amenés à définir une stratégie de "passage au socialisme" et, placés devant les mêmes réalités, ils doivent se rapprocher pour défendre les mêmes intérêts généraux face au P.C.U.S. Les P.C. d'Europe occidentale, à force de fouiller "les voies inexploitées vers le socialisme" sont conduits à remettre en question le modèle que leur propose "la patrie du socialisme". (1)

Ce qui amène Georges Marchais, à la suite de Berlinguer et de Carillo, à récuser la notion "périmée" de dictature du prolétariat au nom des nouvelles réalités du capitalisme occidental. Peu à peu, ils se dépouillent des oripeaux idéologiques du passé pour apparaître comme ce qu'ils sont réellement : des partis défendant les intérêts du capital national.

Lorsqu'il défend un "socialisme aux couleurs de la France", Marchais ne fait qu'exprimer les besoins du capital français à l'heure de la crise mondiale du capitalisme : le renforcement de la tendance au capitalisme d'Etat et l'encadrement de la

classe ouvrière de manière à lui faire accepter de payer les frais de cette crise.

Pour les mêmes raisons, mais d'un point de vue symétrique, l'U.R.S.S., comme le démontre toute sa politique étrangère, ne favorise pas du tout l'ascension des P.C. de l'Ouest vers le pouvoir d'Etat. Elle préfère conserver des partis d'opposition, sympathisant avec ses positions, que des partis au pouvoir, insérés dans la défense de leur économie nationale et s'opposant à elle dans un bloc antagoniste. C'est ce qui s'est manifesté lors des dernières élections présidentielles, lorsqu'en pleine campagne électorale, l'ambassadeur d'Union Soviétique à Paris reçoit le candidat Giscard d'Estaing, au grand dam du P.C.F., montrant ainsi où vont les préférences de l'U.R.S.S.

La tâche fondamentale de tout parti qui est appelé au gouvernement est d'assurer la défense des intérêts de l'économie nationale. Pour ce faire, il est contraint de tenir compte de l'ensemble des liens qui relient la nation au bloc impérialiste dans lequel il s'insère. C'est dans cette mesure que les options en politique internationale des différents P.C. occidentaux appelés à jouer un rôle gouvernemental sont amenées à s'orienter vers une distance de plus en plus grande vis-à-vis de l'U.R.S.S.

LA NECESSITE DE L'ENCADREMENT DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT

Le second type de divergences qui se manifeste à la conférence préparatoire des P.C. européens porte sur le problème de la "démocratie socialiste". Cette divergence

voit la doctrine de la lutte des classes, acceptée en paroles, mais oubliée en fait par les socialistes passés dans le camp de la bourgeoisie. Car, dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste, il n'existe de démocratie en général. Il n'y a que la démocratie bourgeoise...

Cette défense actuelle de la démocratie bourgeoise au moyen de discours sur la "dictature en général" tous ces cris et tous ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner la "dictature en général" ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une défection caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne.

Et maintenant que le prolétariat révolutionnaire est en fermentation et en mouvement, qu'il tend à détruire cette machine d'oppression et à conquérir la dictature du prolétariat, ces traitres au socialisme, voudraient faire croire que la bourgeoisie a donné aux travailleurs la "démocratie pure" comme si la bourgeoisie avait renoncé à toute résistance et était prête à obéir à la majorité des travailleurs, comme si, dans une république démocratique, il n'y avait pas une machine gouvernementale faite pour opérer l'écrasement du travail par le capital."

(Extrait des thèses de Lénine au I^{er} Congrès mondial de la III^e Internationale, 2 mars 1919.)

traduit en fait la perspective du pouvoir pour la gauche de l'appareil politique du capital en France, en Italie et en Espagne, avec le caractère spécifique de cette fraction de la bourgeoisie qui, outre le fait d'assumer la tendance au capitalisme d'Etat, a pour rôle d'encadrer le prolétariat et de le lier à la défense de "son" capital national.

Pas plus que le fascisme, le stalinisme n'est à l'ordre du jour. Comme mode d'encadrement de la classe, il correspond historiquement à son écrasement préalable, condition de leur existence. Ils sont l'expression même de la contre-révolution. En période de montée des luttes, lorsque le géant prolétarien se réveille, avant de pouvoir l'écraser il faut l'affaiblir, lui faire quitter son terrain de classe, l'entraîner sur le terrain démocratique, le dissoudre dans les autres classes.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'encadrement "démocratique" du prolétariat à travers tout l'appareil politique de la "Gauche" : partis, syndicats, comités, etc. En lui donnant l'illusion de participer, on le lie aux intérêts du capital qui sont

radicalement opposés aux siens. On le paralyse avant de pouvoir l'écraser.

Là réside la signification de l'évolution du P.C.F. Pourquoi la généralisation de cette tendance à la "démocratisation" que suivent toutes les bourgeoisies est-elle à l'ordre du jour? Il s'agit pour les Etats d'éviter un affrontement direct auquel nul part ils ne sont prêts, il s'agit pour la bourgeoisie mondiale d'éviter que les luttes revendicatives ne prennent trop d'ampleur et ne se transforment en affrontement politique, faisant éclater au grand jour les intérêts de classe.

Pour assumer cette fonction, les P.C. occidentaux doivent prendre leurs distances par rapport aux pays de l'Est, encore peu dégagés de la conception stalinienne qui se révèle incapable en période de montée des luttes d'entraver le développement des luttes ouvrières, comme le montre l'exemple du Portugal. C'est pourquoi actuellement le PCF se fait le plus ardent défenseur des valeurs démocratiques : défense des libertés, du pluralisme politique, du système électoral, etc... Les P.C. occidentaux, devant faire face à une montée générale des luttes de classe, sont plus à même de comprendre la nécessité de la mystification démocratique que les P.C. d'Europe de l'Est. Dans ces pays, les Etats, sous le contrôle vigilant du gigantesque appareil russe, ont empêché jusqu'ici les diverses tentatives de démocratisation ("l'expérience" "pubek" en Tchécoslovaquie ou les timides tentatives du gouvernement hongrois de régénérer l'activité syndicale...) d'aboutir à un processus dont les nécessités se font jour comme ailleurs sous la menace des violentes rébellions ouvrières (émeutes de Gdansk et Stettin (Pologne) de 1971). Ces explosions de colère ne peuvent que s'amplifier avec les conséquences de la crise dans les pays dits "socialistes".

Cependant, le PC russe n'ayant pas connu encore dans son pays des grèves de grande ampleur - comme en ont subi ses "alliés" - n'a pas encore acquis la claire conscience qu'il ne pourra plus jouer bien longtemps la politique du talon de fer avec sa classe ouvrière.

Avec l'aggravation de la crise, nous allons assister dans le monde entier au développement par les fractions de gauche du capital qu'elles se déclarent socialistes, anarchistes, gauchistes, communistes, d'une multitude de structures démocratiques où les ouvriers seront activement invités à participer sous prétexte qu'ils y défendent "leurs" intérêts, que ces structures sont les organes et les thèmes de lutte de la classe ouvrière : que ce soient les syndicats, les commissions ouvrières, les comités de base, les pseudo-conseils ouvriers pour l'autogestion, la régionalisation, l'indépendance nationale, la démocratie, les libertés, l'anti-autoritarisme, etc.

LE JEU DES GAUCHISTES PAR RAPPORT AU P.C.

Il s'avère que les gauchistes se retrouvent, quel que soit le poids politique qu'ils représentent, constamment mêlés aux entreprises de dévoiement des luttes de la classe ouvrière. A travers le contre-pied critique qu'ils prennent par rapport au P.C., à travers leur verbiage "plus révolutionnaire", "plus radical", ils développent leur rôle conséquent de fraction concurrente pour jouer la carte qui leur est objectivement assignée : diviser la classe ouvrière et préparer le terrain idéologique de son écrasement. Toutes ces fractions se retrouvent dans une sacro-sainte alliance : celle de l'union de la bourgeoisie contre le prolétariat.

La nature de classe des gauchistes ne leur permet pas de comprendre le rôle véritable que les P.C. d'Europe de l'Ouest sont amenés à jouer dans la situation européenne et donc de faire une critique réelle du P.C. Ceci pour une simple raison : c'est que toutes les fractions de la bourgeoisie ne peuvent déterminer leur ligne politique qu'en fonction d'intérêts stratégiques par rapport au jeu politique des autres partis de la bourgeoisie, et non à partir des intérêts ou des positions de la classe ouvrière. Cette évidence sanctionne pourtant l'appartenance de classe d'une organisation.

Ainsi les gauchistes se mouvant sur le même terrain que le P.C. en arrivent à poser dans leur rôle "critique" les termes d'une contradiction : d'un côté les surenchères dans l'attaque de l'U.R.S.S. :

"Ce que craignent les bureaucrates soviétiques, c'est la liberté, la démocratie ouvrière pour les travailleurs et les paysans soviétiques. Parce que

(SUITE PAGE 3)

P.C.F... (suite)

SUITE de la page 2

cette liberté est justement incompatible avec les conceptions bourgeoises que défendent, dans leur propre intérêt, les parasites qui sont au pouvoir."

(Lutte Ouvrière)

...avec la tentation de saluer l'initiative du P.C. comme un retour vers la "vraie liberté", la "vraie démocratie".

De l'autre côté, ils déplorent et regrettent "l'abandon" par celui-ci, des positions prolétariennes!

Cette vision contradictoire d'une même réalité repose en fait sur une double ambiguïté, dont un des deux termes vient d'être démenti par les événements :

-D'une part le mythe d'un P.C. "expression" de la classe ouvrière, c'est à dire "parti ouvrier" ("Il serait naïf de croire que la répression... ne s'en prendra jamais aux organisations ouvrières", au PCF et à la CGT "Lutte Ouvrière").

-D'autre part, leur analyse repose essentiellement sur la vision d'un P.C.F. "satellite" de Moscou, qui en importerait les "déviations" spécifiques. On comprend le désarroi actuel de ces organisations trotskystes et les contorsions idéologiques auxquelles elles vont devoir se plier quand le titre de "parti ouvrier dégénéré" dont elles affublaient le P.C. exprimait pour elles le lien fidèle qui l'unissait à la "dégénérescence bureaucratique" de la "dictature du prolétariat" en Russie! De même l'épithète de parti "social-trafic" appliqué au P.C. par tous les épigones maoïstes qualifiait la caution de la "ligne révisionniste" de Moscou! C'est une "révision" d'une autre nature qui s'impose : celle des termes de la rivalité entre le PC et les différentes variétés du gauchisme.

Comment serait-il possible à ces organisations de prendre le P.C.F. pour ce qu'il est : un parti de la bourgeoisie, sans se démasquer elles-mêmes? Car, à travers toutes les variantes de langage, on découvre une pratique commune entre toutes ces organisations "révolutionnaires", entre tous ces partis "ouvriers".

Il suffit de prendre comme exemple la "défense de l'intérêt national" où les gauchistes portugais ont pu concrètement manifester un rôle actif pour briser les luttes du prolétariat dans l'aliénation des travailleurs à la question du capital national.

Quant aux gauchistes de la plupart des pays d'Europe occidentale, et en France en particulier, sur le fond de leur soutien "critique" au PC, ils ont ratifié leur communion d'intérêts aux options et institutions de la bourgeoisie nationale. Du mythe de l'"indépendance nationale" soutenu par la L.C.R. : "Nous sommes pour toutes les indépendances nationales" jusqu'à la "défense d'une armée nationale déclassée" de H.R. en passant par le traditionnel appui généralisé chez tous les gauchistes des "luttes de libération nationale" (qui se manifeste par le soutien plus ou moins actif, à l'heure actuelle, d'un des camps impérialistes, écraseur de toute la population angolaise), partout, il s'agit de persuader le prolétariat qu'il a des intérêts à défendre dans le cadre d'une nation.

Le P.C. n'est ni un parti opportuniste, ni un parti social traître, ni révisionniste, ni réformiste, ni ouvrier dégénéré, autant de termes qui accréditent la thèse que ce parti serait dans le camp de la classe ouvrière. Il est, au même titre que toutes ses succédanées gauchistes, un parti de la bourgeoisie-défendant objectivement les intérêts du capitalisme contre les assauts du prolétariat.

Contre les illusions que tous ces partis de la bourgeoisie tentent d'accréditer auprès de la classe ouvrière, nous réaffirmons qu'une organisation n'est pas ouvrière par le nombre ou la proportion d'ouvriers qu'elle peut compter, dans ses multiples tentatives bourgeoises d'embrigader la classe ouvrière. Mais la nature de classe d'une organisation se détermine dans la fonction qu'elle remplit socialement. Son caractère ouvrier se révèle par les positions qu'elle adopte sur un terrain de classe, en fonction de tout l'acquis historique des luttes de sa classe, de la classe ouvrière.

RENAULT: COMMENT ETOUFFER LA LUTTE DANS L'ŒUF!

"Il faut tout faire pour trouver une solution rapide à ce conflit. Sinon, lundi matin, on risque de la part des métallurgistes Renault une colère froide". (Les dirigeants syndicaux de la CGT et de la CFDT de Renault-Billancourt, cités par "Le Journal du Dimanche", 28/12/75).

Tout a été fait. Les syndicats, le PC et la direction se sont bien partagé le travail. Le lundi matin 29, les quelques 250 grévistes de l'atelier 12 avaient repris leurs activités dans l'usine sans que le conflit n'ait fait tâche d'huile.

Alors que pour les trois équipes de l'atelier la grève durait depuis une semaine dans le silence le plus total de la presse avec la volonté des syndicats de minimiser leur lutte comme une "simple revendication sectorielle parmi tant d'autres", il aura suffi de deux jours à travers une dramatisation spectaculaire, aux diverses fractions anti-ouvrières pour enterrer la grève et ramener les grévistes dans leur atelier où les presses démenagées n'étaient elles-mêmes pas encore revenues... Avec l'appui efficace du PC, syndicats et direction se sont entendus comme larrons en foire pour isoler, minimiser, sectoriser efficacement la lutte des grévistes de l'atelier 12. Comme le soulignait "Le Monde" du 31-12-75 :

"Un compromis a été établi entre la direction et les syndicats. Chacune des deux parties paraissait également soucieuse de régler les revendications des ouvriers des grandes presses en leur conservant un caractère sectoriel".

Plusieurs éléments permettent de comprendre la rapidité avec laquelle syndicats et direction ont réagi :

- le premier est qu'il fallait tout faire pour que le travail reprenne sans une extension du conflit à toute la Régie, avec le risque que comporte pour la bourgeoisie toute grève à Renault. Car Renault reste en France l'indicateur du climat social par excellence, si bien qu'à l'heure actuelle il est devenu un lieu commun de prendre le pouls de l'agitation sociale à travers la vie de la Régie qui, avec ses filiales, constitue le plus important groupe industriel français (96 000 salariés), si bien que "lorsque Renault éternue c'est toute la France qui s'enrhume".

- il fallait éviter que se renouvelle "l'expérience" des mouvements de grève de février-mars 75 où une grève bouchon déclinée au Mans, avait paralysé la Régie pendant six semaines et où les syndicats avaient connu les pires difficultés pour faire reprendre le travail. (cf R.I. n°14)

Pour étouffer dans l'œuf un mouvement revendicatif qui, s'il s'étendait, aurait eu des conséquences catastrophiques, syndicats et direction se sont une nouvelle fois partagé le travail. Mais il fallait agir vite. Cette nécessité a été unanimement ressentie par les organes de l'entreprise intégrés à l'appareil d'Etat, et par la direction de la Régie, appuyée par le gouvernement où le nouveau PDG, Vernier Pallez, a voulu inaugurer ses fonctions en frappant un grand coup pour tester son pouvoir face à la combativité des ouvriers au moment où ceux-ci étaient le plus démobilisés, pendant le "grand-pont" des fêtes de Noël et du jour de l'An, en faisant démenager les "outils de travail".

- par les syndicats défenseurs vigilants du secteur nationalisé, soucieux d'assurer les intérêts de "leur" usine, secteur clé de l'économie nationale. Ceux-ci, conscients qu'une nouvelle grève risquait de raviver un mouvement de luttes resté sur le cuisant échec de l'an passé (non paiement des journées de grève, non réintégration des 14 ouvriers licenciés) ont mis le "Holla" à l'initiative de la direction en lui rappelant que le seul moyen efficace était l'ouverture immédiate de négociations, de transformer une amorce de lutte en règlement d'un contentieux par dessus la tête des ouvriers eux-mêmes.

Dans le but d'éviter une nouvelle grève bouchon, syndicats comme direction, ayant senti vibrer sous la menace des luttes ouvrières, leur corde sensible commune : l'intérêt national, ont employé les grands moyens : la farce gigantesque du "vol des outils de travail", rapt de 66 presses d'un poids énorme, par la direction, a permis de déplacer le terrain du conflit sur le plan de la politique bourgeoise, avec l'intervention directe et massive du PC dont l'Humanité n'a pas manqué de souligner le "caractère déterminant". Avec le constant appel particulièrement répugnant mais dans la logique de la fonction syndicale, à la négociation avec la direction ("Nous sommes toujours prêts à négocier") et à la reprise du travail pour les ouvriers, Sylvain, responsable CGT de la Régie, ajoute :

"Il faut souligner que cette revendication ne coûte pas un sou à la Régie (intégration d'une prime de risque au salaire), il s'agit d'une lutte sectorielle, d'une revendication particulière... la direction cherche à donner à un conflit limité une ampleur nationale".

Le souci majeur paraît évident : éviter toute extension de la lutte ; limiter la portée de la grève, accélérer le plus possible la reprise du travail. Dans ce rôle, le PCF se pose comme donneur de leçon à la direction : "Le conflit aurait pu être évité" (l'Humanité du 30-12-75).

La tactique employée pour aboutir à faire reprendre le travail aux ouvriers a été la dramatisation du conflit en faisant illusoirement monter les enchères, de façon à donner l'initiative à la CGT et à la direction et à l'enlever aux ouvriers, qui, à partir du moment où le problème revendicatif est étouffé sous le terrain de "l'atteinte aux libertés démocratiques", n'ont plus leur mot à dire. Le conflit a été ainsi résorbé en un week-end! Des revendications de départ, bien peu ont subsisté à la table de négociations!

Les machines reviennent, comme le voulaient les syndicats et le PCF. Saluant la reprise du travail, l'Humanité écrit : "Les travailleurs se retrouvaient dans les ateliers pour accomplir leur travail, un travail au bon goût de victoire!" (31-12-75). Quelle victoire? Celle des ouvriers qui n'ont quasiment rien gagné (la mesure visant à l'intégration de leur prime était déjà un principe admis par la direction depuis 1973) sinon le paiement de leurs journées de grève? Ou celle des syndicats et de la direction, qui, à un moindre coût, ont réussi à tirer la Régie d'une situation délicate pour ses intérêts?

A travers la manœuvre adoptée pour enterrer la grève sur le terrain politique

bourgeois des "libertés démocratiques", la lutte des ouvriers de presses de Renault s'est transformée, par le coup de baguette magique de l'Humanité, en un "coup de force du pouvoir", "un champ d'expérience de la politique Giscardienne"! Puisque pour le PCF, la "notion" de prolétariat ne "convient plus" à la "réalité d'aujourd'hui" (Marchais) voilà donc Giscard devenu organisateur des troubles sociaux! Comprenne qui pourra...

Le fait principal et révélateur de cette grève aura été, dans son dévoiement, l'intervention directe du PCF dans une tactique de détournement des luttes revendicatives vers des voies de "politique démocratique", sur le terrain des "libertés", qui sera de plus en plus répandue dans la mesure où, face aux revendications ouvrières, la bourgeoisie ne peut accorder aucune amélioration des conditions matérielles, mais au contraire va exiger de plus en plus de "sacrifices" qui correspondent à une dégradation du niveau de vie des prolétaires. Ce n'est pas un hasard si le syndicat met constamment en avant dans ses "solutions négociées", des revendications qui "ne coûtent rien" à la direction.

Les gauchistes, toujours égaux à eux-mêmes dans leur rôle de rabatteurs de la gauche ont apporté leur soutien toujours aussi peu critique aux syndicats, se posant comme conseillers, tels L.O. qui écrit à propos de Renault :

"Les responsables syndicaux se sont affolés... mais... on ne peut leur reprocher d'avoir reculé devant l'intransigeance de la direction; ils se sont montrés, dès le début de la lutte, incapables de définir une politique, de prévoir les réactions de la direction et les moyens d'y riposter. Ils sont aujourd'hui bien incapables, en fonction de leur politique, de tirer les leçons du mouvement et d'offrir des perspectives aux travailleurs."

Ainsi, chaque fois, pour les gauchistes, les syndicats ont été trop "mous", trop conciliants, se sont laissés manoeuvrer par la direction, etc! Comptons sur eux pour offrir à la classe ouvrière les "perspectives" d'une exploitation mieux huilée et des syndicats plus "intelligents"!

Une fois encore, la grève de Renault illustre bien la situation générale actuelle. Elle traduit la nécessité de la bourgeoisie dans la période présente de faire intervenir conjointement tous les organes directement intégrés au fonctionnement de l'appareil d'Etat (partis bourgeois "d'intérêt national", administration, et surtout syndicats) pour assumer la sale besogne, la seule qu'elle puisse accomplir face à la montée générale des luttes ouvrières : isoler, encadrer, dévoyer ces luttes pour empêcher leur extension. L'exemple de Renault montre que dans ce rôle, ce sont les "outils" de la gauche du capital, PC, gauchistes, syndicats, qui pourront témoigner de leur "efficacité".

J. D.

A NOS ABONNES

Le journal étant à 2 F alors que la revue était à 4 F, les abonnements en cours sont corrigés et prolongés d'autant.

PUBLICATIONS RECENTES DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

U.S.A.

INTERNATIONALISM N° 8

- The American recovery : capitalist ledger-demain
- Crisis in the Eastern Block
- Czechoslovakia: a change in the ruling clique ?
- Crisis in Hungary
- On the organisation question
- Marxism vs anarchism
- After the "fall" the redeployment of an American imperialism
- The wage freeze and lay-offs are only the beginning
- Portugal : down with the Phoney Revolution

GRANDE-BRETAGNE

WORLD REVOLUTION N° 5

- ICC theses on Spain
- Antifascism : an arm of capital
- The Labour right and left wing : same enemy
- Class struggle in "Red" China
- Portugal : What workers councils ?
- Ireland and the leftists ghoulis
- An incomplete regroupment : CWO
- WR public forums

ESPAGNE

ACCION PROLETARIA N° 6

- Espana :
- Del franquismo a la democracia, la explotación cambia de disfraz.
- La oposicion fascismo-democracia no traduce nunca el antagonismo : proletariado - burguesia
- Internacional : 1975 : el fin de los mitos

BELGIQUE

INTERNATIONALISME N° 2

- Crise du capitalisme : le temps des illusions trompeuses
- La lutte pour le Sahara Espagnol
- Du Portugal à l'Espagne, le réveil du prolétariat et les réactions de la bourgeoisie
- Syndicats, piège du capital
- Lutte de classe en Chine capitaliste

ITALIE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE N° 3

- Italia 1975 : Rilancio della crisi e della lotta di classe
- Tesi della C.C.I. sulla situazione in Spagna
- Organizzazione e intervento dei rivoluzionari
- Corrispondenza con "Comunismo"
- Insegnamenti della situazione portoghese

REVUE INTERNATIONALE N° 4

- Thèses sur la situation en Espagne
- "Bilan" : Leçons de l'Espagne 1936
- Thèses sur la situation au Portugal
- Adresse aux révolutionnaires (Premier Congrès d'Internationalisme)
- Salut à Internationalisme
- Correspondance Internationale (Argentine, Suède)

Disponible en français, anglais, espagnol.

BROCHURES:

- THE DECADENCE OF CAPITALISM
- THE CONVULSIONS OF WORLD CAPITAL
- ANGOLA, ETHIOPIA : INTER-IMPERIALIST STRUGGLE IN AFRICA (sup. à W.R. et Internationalism)
- CRISE ET DECADENCE (sup. à Internationalisme)
- LA CRISI (sup. à Rivoluzione Internazionale)

A PARAITRE, PROCHAINEMENT

- Brochure : LA DECADENCE

Note:

(1) Hommage public devrait être rendu par les spéléologues Carillo, Marchais, Berlinguer, et consors à P.Togliatti, premier théoricien de l'"indépendantisme occidental", du "polycentrisme des P.C." à l'égard de Moscou et pionnier de la tactique de collaboration aux coalitions gouvernementales d'"intérêt national". La politique de Togliatti à la tête du PC italien n'a fait, dans les années 60, que traduire, dans une situation spécifique de crise politique aigüe et chronique, le rôle actif que pouvait jouer le PC en Italie dans la restructuration de l'Etat, à travers sa participation à la gestion de nombreuses municipalités.

LUTTE DE CLASSE EN CHINE CAPITALISTE

CHINE : suite de la p.1

Malgré les efforts déployés par la bureaucratie maoïste pour filtrer l'information en provenance de Chine Populaire, des récentes dépêches ont signalé récemment qu'une vague de lutte de classe déferlait sur le pays :

"Des troupes ont été envoyées dans les aciéries et les mines de charbon de plusieurs régions de Chine afin de soutenir la production industrielle... Des contingents de l'armée récemment dirigés vers certaines usines de la province du Chekiang gagnées par l'agitation, ont eu pour mission d'enrayer les luttes ouvrières et de restaurer la productivité. Il semble que ces forces militaires soient actuellement contraintes de poursuivre leur travail de redressement".
The Guardian (3 septembre 1975)

De même, The Times du 12 septembre rapporte que 10000 soldats ont été envoyés à Hangchow pour redémarrer la production dans 13 usines. Auparavant, dans une grande entreprise de teinture de soie, s'était déroulée une "lutte de fractions" dans laquelle des "ennemis de classe" avaient commis de tels actes de sabotage qu'il fut nécessaire d'envoyer 6000 soldats pour rétablir l'ordre dans l'usine ! Pour la seconde fois en un an, la "dictature du prolétariat" est confrontée à d'importants mouvements de grève qu'il lui faut réprimer. Dès la fin 1974, les activistes spécialisés du Parti Communiste Chinois avaient été dépêchés en Mongolie Intérieure pour mettre un terme aux troubles et à l'agitation fomentés par "quelques mauvais esprits" (sic).

Ces luttes démontrent une fois de plus que la situation du prolétariat en Chine est très différente de l'image qu'en donnent les apologistes libéraux et maoïstes du capitalisme d'Etat chinois. De plus en plus, les bavardages de ces charlatans sur l'harmonieuse communauté "socialiste" chinoise rappellent les discours écoeurants des compagnons de route de la Russie stalinienne des années 30. La classe ouvrière en Chine, comme dans le monde entier, n'est pas prête à faire les frais de la crise capitaliste. En fait, le prolétariat a toujours été le problème numéro un de la bureaucratie maoïste. Bien qu'il se proclame le parti du prolétariat, le Parti Communiste Chinois n'a jamais réussi à rallier la classe ouvrière de son pays à son programme.

DE SHANGAI A LA "LIBERATION"

La rupture entre le P.C. Chinois et la classe ouvrière est irréversible depuis longtemps. La classe ouvrière en Chine a répondu à la vague révolutionnaire de 17-23 alors que la révolution mondiale s'était déjà épuisée et que le premier bastion révolutionnaire, la Russie soviétique, était passé dans le camp de la contre-révolution. Par conséquent, lorsque les travailleurs chinois affrontèrent leur propre bourgeoisie, leur action se vit entravée de l'intérieur même par le Komintern et son valet, le Parti Chinois. En 1927, après deux ans de luttes épiques et sanglantes, le prolétariat était au bord de l'insurrection généralisée. A Shanghai, les travailleurs prenaient le pouvoir, mais le P.C. Chinois, soumis aux directives du Komintern fit tout pour subordonner les luttes ouvrières au "bloc anti-impérialiste des Quatre Classes" (ouvriers, paysans, intellectuels et capitalistes "progressistes") afin de réaliser la "révolution nationale démocratique". C'est ainsi que le P.C. appela les ouvriers à désarmer et à remettre la ville à l'armée du Kuomintang de Chang Kai-Shek, qualifié par le Komintern de "héros de la révolution nationale" ! Chiang remercia poliment le P.C. et les syndicats et procéda ensuite au massacre de milliers de travailleurs et de communistes, avec l'aide des capitalistes et des gangsters locaux. A la suite de cette débâcle, le Komintern manœuvra pour sauver la face. Alors que les travailleurs avaient été démolis par le P.C. et massacrés par le Kuomintang, le Komintern donna l'ordre des insurrections prolétariennes immédiates à Canton et ailleurs. Sans le moindre soutien des masses, ces tentatives putschistes du P.C. furent rapidement noyées dans le sang.

Après ces événements, le P.C. abandonna finalement les villes et fut définitivement intégré dans la contre-révolution. Il se retira dans les campagnes pour construire une armée paysanne. Mais une armée de paysans organisée par un parti passé à la bourgeoisie ne peut être qu'une machine capitaliste quelles que soient ses prétentions révolutionnaires. L'Armée Populaire de Libération mise sur pied par Mao n'avait pas même de programme radical pour les paysans pauvres (expropriations des grands domaines, etc.) et ne recrutait des paysans en nombre que par le fait des ravages barbares de l'armée impérialiste japonaise. Ceci souligne que l'armée maoïste, comme n'importe quelle armée de libération nationale, ne put éviter d'être intégrée dans les rivalités inter-impérialistes qui déchiraient la Chine dans les années 30-40. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, elle fonctionna comme appendice de l'impérialisme

des Alliés contre le Japon ; et après la guerre, elle profita du repartage du monde pour prendre le contrôle de l'appareil d'Etat des mains d'un Kuomintang en décomposition. La soi-disant "révolution" de 1948-49 n'eut rien d'une révolution prolétarienne. Il n'y eut simplement qu'une violente reprise en mains de l'Etat capitaliste par une fraction de la bourgeoisie plus apte à gérer le capital national que l'ancienne clique au pouvoir. Le fait que ce ne fut qu'un changement de personnel de l'Etat est amplement démontré par la déclaration adressée à la population urbaine par les forces de "libération", lors de leur marche triomphante vers Shanghai, Hankéou et Canton :

"Il est demandé aux ouvriers et employés de tous les métiers de continuer à travailler et que les affaires soient menées comme à l'accoutumé. Les fonctionnaires du Kuomintang et de tous les autres corps politiques et administratifs, comme la police, doivent rester à leur poste, obéir aux ordres de l'Armée Populaire de Libération et du Gouvernement Populaire". (1)
Dès le début, les maoïstes se sont donnés pour tâche de préserver l'ordre capitaliste en Chine !

LA PENSEE DE MAO CONTRE L'EGOISME BOURGEOIS LE CAPITAL CONTRE LE TRAVAIL

Après avoir acquis le contrôle de la machine d'Etat, la seule orientation de la bureaucratie maoïste fut d'imposer à la classe ouvrière une exploitation et une austerité impitoyables. Malgré les discours de ceux qui présentent la Chine comme un exemple clair de "progrès" et de "développement", la Chine reste un capitalisme arriéré, s'efforçant désespérément de s'imposer sur un marché mondial d'ores et déjà saturé. Le manque d'infrastructure industrielle l'oblige à fonder ses plans de "croissance" sur les méthodes les plus primitives d'extraction de plus-value : dans les campagnes, en mobilisant des millions de paysans et de semi-prolétaires dans des projets de travaux publics et d'irrigation réalisés quasiment à mains nues par les populations rurales ; dans les villes, en contraignant les ouvriers à travailler de longues heures pour des salaires réduits, en interdisant les grèves, etc.

L'idéologie maoïste est fondamentalement une justification de cette exploitation. Le maoïsme s'efforce de dissuader les travailleurs d'interrompre la production et d'avancer les revendications de défense de leurs intérêts immédiats (augmentations des salaires, diminution du temps de travail, etc.) sous le prétexte que de telles actions relèvent de "l'égoïsme" ou de "l'égoïsme bourgeois". On demande aux travailleurs de "comprendre" que le P.C. et le président Mao défendent les intérêts du "peuple" ou de "l'Etat socialiste" et non les intérêts particuliers de tel ou tel groupe social. Ainsi, la classe ouvrière devrait se sacrifier de plein gré pour la tâche de "construction du socialisme", c'est-à-dire l'accumulation du capital national. Au lieu de la "bourgeoise" augmentation des salaires, on leur offre des Petits Livres Rouges, des sessions de Critique-de-la-Ligne-du-Parti, et des "points" de bonification qui leur donnent bonne réputation dans la communauté du travail. Comme le répétait Guanxi Radio pendant la Révolution Culturelle :

"La journée, c'est pour la production, et le soir, pour la révolution ou la préparation de la production". (2)

Depuis 1968, on a donné aux travailleurs d'autres "privilèges". En particulier le droit d'élire des délégués aux comités "révolutionnaires" d'usines. Ces comités constitués selon le principe des "Trois Alliances" (armée, cadres du Parti et travailleurs) discutent des détails de la production et ont pour but de donner aux travailleurs le goût de la participation à leur propre exploitation. Plus récemment (janvier 1975), des dispositions ont été prises qui, pour la première fois, reconnaissent légalement le droit de grève. Mais comme dans n'importe quel pays capitaliste, un tel droit bien sûr doit s'exercer au travers des organes adéquats : les syndicats !

LES SYNDICATS EN CHINE MAOISTE

En Chine, comme partout ailleurs dans le monde, les syndicats font partie de l'appareil d'Etat et leur fonction consiste à intégrer la classe ouvrière à l'économie nationale. Leur tâche principale définie par le P.C. est de stimuler la discipline du travail et la productivité.

"Le Comité Exécutif de la Confédération Générale du Travail, réuni le 10 juillet 1953, attire l'attention de tous les cadres syndicaux sur l'importance du renforcement de la discipline, qui doit constituer leur tâche fondamentale ! Si les résultats de cette campagne laissent à désirer, il deviendra nécessaire ensuite de punir de manière appropriée les éléments récalcitrants qui enfreignent constamment la discipline". (3)
Mais, comme dans d'autres régimes "to-

talitaires", le danger est grand pour les syndicats d'apparaître aux ouvriers pour ce qu'ils sont : la police. Dans les premiers jours du régime (1949-52), la préoccupation essentielle de la bureaucratie d'élever la productivité l'amène à créer d'énormes appareils syndicaux dans le seul but de faire accepter aux travailleurs l'accélération des cadences et le blocage des salaires. Ceci provoqua une vague de grèves sauvages, totalement en dehors des syndicats, qui menaça implicitement de déboucher sur une confrontation directe avec l'Etat. Le sérieux de la situation obligea le Parti à admettre qu'il y avait eu "un grave manque de communication entre les syndicats et les ouvriers". (4)

En 1952, l'Etat dut changer sa politique syndicale. On octroya à la bureaucratie syndicale une "indépendance" relative vis-à-vis du reste de l'appareil d'Etat et on autorisa même les syndicats à "défendre" dans certaines limites, les revendications économiques immédiates des travailleurs. Néanmoins, bien que ces mesures soient prises pour renforcer la capacité des syndicats à contrôler le prolétariat, elles ont été souvent un sujet d'après controverses au sein de la bourgeoisie d'Etat : la bureaucratie syndicale a fréquemment été accusée de suivre une ligne "économiste" à l'encontre des exigences d'une "construction socialiste". Pendant la Révolution Culturelle et les campagnes contre "l'égoïsme" et "l'économisme", les syndicats furent dissous et remplacés par des "comités révolutionnaires" et des "congrès de travailleurs". Mais plus récemment, la bureaucratie a du rétablir les syndicats (avril 1975) qui restent indispensables au bon fonctionnement de l'Etat et de l'économie capitalistes.

LES TRAVAILLEURS CONTRE LA REVOLUTION CULTURELLE

Après 1952, malgré une succession de crises qui provoquèrent des périodes d'effervescence idéologique à l'intérieur de la bourgeoisie d'Etat ("campagne des Cent-Fleurs", "Grand Bond en Avant", etc.) le capital chinois a connu une relative expansion correspondant à la période de reconstruction du capitalisme à l'échelle mondiale. Ceci permit à la bourgeoisie de maintenir les luttes des travailleurs dans des limites "raisonnables". Les salaires sont restés bas, mais les ouvriers ont reçu des services améliorés : des logements gratuits ou bon marché, des facilités médicales et de transports, la sécurité sociale, etc. Tout cela bien sûr moyennant un taux d'exploitation accru.

Néanmoins, la tendance générale pour le capital chinois était à la stagnation, surtout après 1960, avec le retrait de l'aide technique et financière russe. L'assaut de la crise économique mondiale vers le milieu des années 60, et l'incapacité de la Chine à s'industrialiser à un niveau suffisant pour faire face, sur le marché mondial à une concurrence de plus en plus sévère produisirent plus que partout ailleurs des problèmes insurmontables aux capitaux chinois. Le seul espoir de compétitivité résidait dans l'intensification de l'exploitation du prolétariat. Les conflits inter-bureaucratiques dans la Révolution Culturelle de 1966-68 manifestèrent l'opposition entre deux conceptions différentes sur la manière de s'y prendre.

La "voie capitaliste" de Liu-Shao-Chi exprimait les intérêts de la bureaucratie retranchée dans le P.C., les syndicats et les services publics. Ce courant défendait le maintien de la hiérarchie des salaires et l'extension des stimulants matériels nécessaires à la productivité (accroître la quantité de produits de consommation, élever les salaires, etc.). Il prônait également la nécessité d'un appareil technologique plus efficace et le rapprochement avec les "révisionnistes soviétiques".

Contre cette fraction, Mao (qui représentait jusque là une tendance minoritaire dans le Parti) développe des thèses de "confiance en ses propres forces", par rapport au marché international, et de mobilisation active de "masses populaires" derrière l'Etat et le capital national par l'introduction de stimulants plus idéologiques que matériels, pour produire plus. Pour combattre ses rivaux, celui-ci pouvait compter sur le soutien délibérément gonflé des universitaires et sur celui de l'armée.

Les deux "lignes" représentaient deux stratégies différentes sur les moyens de s'attaquer à la classe ouvrière. La Révolution Culturelle inaugurée par Mao n'était pas, comme la presse occidentale et les apologistes de Mao l'ont proclamé si souvent, un mouvement pour rétablir le pouvoir révolutionnaire en Chine. Un tel pouvoir n'a jamais existé. Ce fut au contraire une tentative d'amener la classe ouvrière à soutenir les intérêts du capital national et ceci est illustré par l'orientation pratique fondamentale adoptée. Les principaux objectifs des troupes de choc de Mao, les Gardes Rouges, furent les grands centres industriels. Ils affluèrent par millions dans les villes pour imposer une nouvelle discipline idéologique à la population urbaine et donc à la

classe ouvrière. Les Gardes Rouges attaquaient de front les plus faibles manifestations non conformes à la "communauté nationale" ; ils prirent en main des administrations municipales entières pour contraindre la population à accepter leur encadrement idéologique et se ruèrent vers les usines afin d'enseigner aux travailleurs comment suivre "la pensée de Mao-Tse-Toung". Ils installèrent des "comités de contrôle" pour encourager la production, attaquant toute tentative revendicative "économiste" des travailleurs. Cependant, après quelques mois de l'assaut incessant des Gardes Rouges, les ouvriers commencèrent à réagir d'une manière que Mao n'avait pas prévue. Ils entamèrent une série de luttes de résistance spontanées qui dépassèrent le niveau habituellement atteint par les explosions ouvrières contre le régime maoïste. Bien que quelques-unes de ces luttes aient été conduites ou suivies par différentes fractions bourgeoises qui s'opposaient les unes aux autres dans une situation de plus en plus chaotique, la plus importante caractéristique de la majorité d'entre elles est qu'elles tendaient à exprimer les intérêts immédiats de la classe ouvrière. A Shanghai par exemple, en janvier 1967, un mouvement de grève massif se développa contre les réductions de salaires et les "stimulants idéologiques" utilisés par les Gardes Rouges. Démarrant à l'initiative des dockers, la grève se généralisa très rapidement, s'étendant à toutes les zones industrielles de la ville. Les cheminots élargirent la grève jusqu'en Mandchourie, paralysant des secteurs entiers de l'économie. Dans la province de Fujian, des usines furent occupées, des bâtiments publics attaqués et des surplus d'Etat distribués. Dans certaines régions, les travailleurs s'emparèrent de stocks d'armes et formèrent des comités d'auto-défense.

Dans ces luttes spontanées, des tendances politiques commencèrent à appeler au renversement complet du régime bureaucratique. Par manque d'informations, il est difficile de savoir si ces tendances représentaient un virage à gauche des Gardes Rouges en réponse à la résistance ouvrière, ou si elles indiquaient un développement authentique quoique confus de la conscience de classe. Les éléments de base du Hunan Shen Wu Lien (abréviation de "Comité Provincial Prolétarien Révolutionnaire de la Grande Alliance du Hunan"), représentants d'une de ces tendances politiques, avançaient que la Chine était placée sous le contrôle d'une "classe capitaliste rouge décadente", que l'appareil d'Etat actuel devait être intégralement détruit et remplacé par une administration du type de la Commune de Paris. Ils revendiquaient la nécessité d'approfondir la question de la répartition telle qu'elle avait été conçue durant les 17 dernières années, et déclaraient que "la révolution réelle, la révolution qui devait renier les 17 dernières années, n'avait fondamentalement pas commencé..." Bien que citant l'autorité du "sage commandeur suprême, le camarade Mao Tse Toung", ils critiquaient les tentatives de Mao d'instaurer des "comités révolutionnaires des trois-en-un", comme "réinstallation des bureaucrates qui avaient déjà été liquidés lors de la révolution de janvier. (...) Inévitablement, ils constitueront la forme de pouvoir politique qui sera usurpée par la bourgeoisie et dans laquelle l'armée et les bureaucrates locaux joueront un rôle dirigeant". Ils appelaient à l'abolition de l'armée en place, bien que cette dernière soit la forteresse essentielle de Mao ; ils paraissaient avoir accepté l'épithète d'"ultra-gauche", dont les gratifiés les maoïstes officiels, et certains de ces "ultra-gauchistes" semblent avoir prôné la création d'un nouveau parti. Après le retour à l'ordre, Shen Wu Lien fut dénoncé comme tendance contre-révolutionnaire trotskyste et éliminé. (5) La signification réelle de groupes comme Shen Wu Lien s'éclaircira peut-être au cours des luttes futures de la classe en Chine, mais il apparaît qu'il a certainement représenté un tonnement vers une clarification d'une partie du prolétariat chinois et de quelques anciens Gardes Rouges ayant perdu leurs illusions sur la politique de Mao. (6).

En tout cas, il ne fait aucun doute que la Révolution Culturelle s'est fourrée dans un guépier dont elle a perdu rapidement le contrôle. Le mouvement de grève a provoqué une panique dans les rangs de la bureaucratie, l'amenant à lancer des appels frénétiques à la reprise du travail, à développer dans les campagnes des "comités révolutionnaires" destinés à récupérer l'énergie des masses au profit de l'appareil d'Etat, modérer de plus en plus tout le ton de la Révolution Culturelle, et éventuellement l'abandonner complètement.

Parallèlement, Mao dut recourir à des mesures de répression ouverte pour briser les grèves. Dans tout le pays, l'armée et les Gardes Rouges furent envoyés dans les usines pour relancer la production et restaurer les normes de la discipline capitaliste. Le rôle de briseurs de grève qu'ont joué les Gardes Rouges apparaît clairement dans ces courts extraits de la presse officielle de l'époque :

LA DEMOCRATIE AU SECOURS DE L'ARMEE

Au Portugal, comme dans les pays dits arriérés, l'armée est venue jouer le rôle politique que l'appareil politique de la bourgeoisie locale ne pouvait assumer. Dans d'autres pays, et notamment aux Pays-Bas, l'armée devient de plus en plus démocratique "libérale", et reflète la tendance de la bourgeoisie mondiale à utiliser à fond la démocratisation pour tenter de neutraliser le potentiel explosif des conflits qui déchirent de plus en plus la société.

En France, le problème de l'armée vient de remplir la une des journaux pendant des semaines... A des fins de distraction, essentiellement. Ah qu'il était bon, pour gouvernement et syndicats, de ne plus avoir à s'expliquer — ne fut-ce que pendant un court laps de temps — sur le développement et les conséquences de la crise! Armée professionnelle ou armée de contingent? Syndicats ou comités de soldats? Etc. Y-a-t-il ou non d'ailleurs une différence entre ces deux choses? Les syndicalistes emprisonnés l'étaient-ils exactement pour activité syndicale ou pour activité politique? La Cour de Sureté de l'Etat est-elle un corps réellement démocratique? La "gauche" était-elle divisée ou pas? La C.F.D.T. est-elle "gauchiste" ou non? Etc. etc.

L'affaire de l'armée devint une de ces baudruches que les politiciens du capital savent si bien gonfler lorsqu'il s'agit de fixer l'attention des travailleurs sur de faux problèmes parce que les vrais problèmes ont trop tendance à revenir sur le devant de la scène.

Mais derrière cette campagne bâtie comme dérivatif aux luttes ouvrières, se posent deux problèmes réels :

- pour la bourgeoisie : comment empêcher l'inévitable tendance à la décomposition de son armée sous le coup de la crise générale du système ;
- pour le prolétariat : comment agir envers les soldats.

Une fois encore, les positions et mots d'ordre de la gauche et des gauchistes ont apporté des solutions "constructives" aux problèmes du capital et, à la classe ouvrière, des illustrations de ce qu'il ne faut pas faire, de comment il ne faut pas poser le problème.

Ce premier article ne fait que situer le débat entre "militaristes" et "anti-militaristes" qui, patriotes et "démocrates", s'affrontent en France. Dans les articles suivants, nous replacerons le "problème de l'armée" dans la décomposition mondiale de la société bourgeoise et enfin nous aborderons la question de l'armée du point de vue prolétarien tel qu'il s'est posé tout au long de l'histoire des insurrections de la classe révolutionnaire.

000

Après les manifestations de Draguignan en Septembre 1974, après celles de Karlsruhe et de Verdun en Février 1975, après la prolifération des comités de soldats dans presque toutes les casernes, après la transformation, à Besançon, d'un comité de soldats en syndicat de soldats, la bourgeoisie française découvre enfin que l'armée elle-même sera ébranlée par les effets de la crise

CHINE : SUITE de la page 4

"Le 8 janvier, alors que le travail du port de Shanghai était arrêté, les étudiants révolutionnaires de Shanghai, Futa, Chiao Tung et T'Unghé allèrent remplacer au port les dockers absents". (Le Quotidien du Peuple, 11/1/67)

"Le 11 janvier, 240 Gardes Rouges du 'Railway College Red Flag Commune' à Pékin, ont été envoyés à la gare de Pékin pour remplacer les travailleurs des chemins de fer en grève... L'ordre a été plus ou moins rétabli dans la gare de Pékin. Nos hommes ont remis les trains en route ; de mauvais éléments avaient incité les masses à propager le désordre dans les gares, à démolir les installations et à se mettre en grève, et cela s'est produit si rapidement que certains secteurs du chemin de fer ont été paralysés. Ce fut une révolte contre le Parti."

(Journal du Kuang Ming, 30/1/67) (7)
Alors que l'armée et les Gardes Rouges rétablissaient l'ordre, la bureaucratie maoïste s'opposait clairement aux tendances "ultra-gauches" et stabilisait son pouvoir. La "lutte de classe" rhétorique de la Révolution Culturelle fut abandonnée ; de la même manière, l'extrémisme politique vis-à-vis de l'extérieur : "la confiance en ses propres forces" fut remplacé par une politique de rapprochement avec le bloc impérialiste occidental, illustrant l'incapacité de la Chine

mondiale. La crise finira par menacer la sécurité de l'Etat et il s'agit de réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Le gouvernement en place a répondu, à Marseille, par un procès, aux manifestations de Draguignan ; mais le procès n'a fait que rendre public le caractère archaïque de l'organisation des rapports au sein de l'armée française. En Février 1975, elle a répondu aux émeutes par le remplacement du Ministre de la Défense, Soufflet : le général Bigeard devient secrétaire d'Etat à la Défense et Y. Bourges, ministre. Mais le changement d'hommes n'a pas plus changé les fondements du mécontentement des soldats que les quelques mesures de démocratisation prises pendant l'été : libéralisation des permissions, augmentation du prêt au soldat. Après la menace de syndicalisation dans l'armée, le gouvernement crie au "complot international", ce qui a un effet immédiat : les gauches officielles protestent de leur patriotisme, tandis que les divergences — comités de soldats ou syndicats de soldats — deviennent bien vite de l'ergotage verbal entre partis de gauche, entre partis et syndicats, entre gauche et extrême-gauche.

En traitant le P.S. — après l'incident de la distribution de tracts à la gare de l'Est — comme un "vulgaire antimilitariste", Chirac a piqué au vif le sens patriotique de la gauche toute entière, tout en entretenant les divergences entre les différents partis et syndicats qui s'en réclament. La gauche se veut, comme par le passé, à l'avant-garde de la défense de la nation, et le P.C. à l'avant-garde de cette avant-garde :

"Aujourd'hui comme hier, les communistes ne changent pas leur fusil d'épaule. Ils placent la Défense nationale au rang des grandes questions à résoudre par notre pays". (L'Humanité, 7/3/75)

Ou cette déclaration de Guy Hermier, concluant la conférence de presse du P.C.F. du 26 février 1975 par cette véritable profession de foi :

"Les communistes sont, comme toujours, au premier rang du combat pour la démocratie et l'indépendance nationale".

Et ils pourraient rappeler leurs états de service : comment ils ont défendu le capital national dans les maquis des F.T.P. pendant la Seconde Guerre Mondiale ; comment Tillon, ministre de l'Air, a su "reconstruire" l'aéronautique en bombardant le Constantin en novembre 1947 ; comment Mitterand, ministre de l'Intérieur, a su "pacifier" l'Algérie dans les années 1958-60. Ils pourraient également rappeler comment Thorez, au moment de "La Libération" a su trouver le mot de la démocratie : "Une seule police, une seule armée, une seule nation". C'est au nom de ce "brillant" passé que Marchais a pu affirmer : "... Giscard d'Estaing brade absolument l'indépendance de la France" (Le Monde, 11/12/75).

L'extrême-gauche a été, en général, beaucoup plus discrète sur les services rendus à l'Etat, en particulier dans les maquis de la Résistance. D. Ben Saïd ne fait que rappeler, en passant, dans "Rouge" du 9/12/75 : "Nous sommes pour toutes les indépendances nationales" tandis que "L'Humanité Rouge" du P.C.M.L.F. ne fait qu'exprimer son dépit

à s'imposer comme troisième camp impérialiste indépendant des deux super-puissances.

Le danger de jouer prématurément la carte d'extrême-gauche, en essayant de mobiliser et de canaliser l'énergie des masses, fut clairement compris par la bureaucratie maoïste. Depuis la Révolution Culturelle, elle est devenue beaucoup plus "modérée" en tout. Mais le recours périodique aux campagnes idéologiques et à la phraséologie gauchiste (cf. : la campagne contre Confucius) montre que le problème de l'encadrement et de la mystification du prolétariat est loin d'être résolu par le régime de Mao. Les ouvriers chinois, par leurs réponses aux attaques de la Révolution Culturelle et leur constante résistance depuis, ont montré leur capacité à combattre les mystifications maoïstes et à s'affronter à la bureaucratie chinoise qui n'est que la personification du capital.

Au cours de la prochaine offensive mondiale du prolétariat, les travailleurs de Pékin, de Shanghai, de Canton, joueront un rôle essentiel dans la destruction générale du pouvoir d'Etat bourgeois, dont la République Populaire de Chine n'est qu'un des rouages.

C.D. Ward

Traduit de World Revolution N° 5

—ou sa mauvaise foi— devant ce qu'elle appelle le "partage des tâches (du P.C.F. et des trotskystes) au profit du social-impérialisme russe" (9/12/75).

Mais tous, gauches comme extrême-gauches au nom de la défense de la nation par la nation elle-même, ou par le "peuple", ne cessent d'appeler au renforcement de l'armée d'appelés, le présentent même comme un droit, comme une revendication bien fondée, comme un "acquis démocratique" : "Les appelés du contingent sont la raison d'être et la garantie d'une armée liée à la nation" (L'Humanité du 7/3/75).

Tous, gauches comme extrême-gauches, veulent pour les soldats les mêmes droits démocratiques que les citoyens, les mêmes droits que les ouvriers-citoyens. Tous placés au départ sur un même plan par le gouvernement, ils se sont rejoints sur la campagne contre la répression, pour les libertés démocratiques du citoyen tout court, comme du citoyen-soldat, comptant jour après jour "leurs" interpellations, "leurs" arrestations, "leurs" libérations et celles des autres, se démarquant sans cesse les uns des autres, sinon dans leurs buts, du moins dans leurs intentions immédiates. Plus que pendant un mouvement d'ouvriers en grève, leurs intentions sont ici très claires : il s'agit d'adapter aux nouvelles conditions historiques — crise des fondements du système et montée des luttes prolétariennes — cet organe essentiel de l'appareil d'Etat, l'armée. A chacun d'entre eux, de contrôler le mouvement né du mécontentement des soldats par des structures qui démocratiseraient l'armée tout en la conservant et tout en empêchant la concurrence des autres groupes politiques candidats de mordre sur leur clientèle réelle ou potentielle. La déclaration de la Commission Exécutive de la C.G.T. est particulièrement significative de cette concurrence, au niveau syndical : "Un syndicat de soldats ne se justifie pas... la situation de pluralité syndicale en France ne permet pas d'envisager de façon efficace l'implantation de syndicats dans les casernes". (Le Monde du 25/6/75)

Tous affirment leur soutien à une organisation de soldats. Ce sur quoi ils se combattent, c'est sur le sens qu'ils veulent donner à cette organisation : droit d'association de citoyens-soldats pour les partis de gauche, droit de lutte et d'organisation des ouvriers-soldats pour les partis d'extrême-gauche en général. Pour tous, sous une forme ou sous une autre, il faut faire reconnaître aux citoyens-ouvriers en uniforme les mêmes droits qu'aux citoyens-civils : droit de défense des "libertés démocratiques" — liberté d'expression, liberté d'information —, droit de lutter pour de meilleures conditions de vie — lutte contre les brimades, le racisme, pour l'amélioration générale des conditions de vie, pour la réduction du temps du service militaire —, droit de s'organiser en commissions paritaires avec des délégués élus — position des partis de gauche —, ou de s'organiser de manière dite "autonome" sans la hiérarchie militaire — position des gauchistes.

Face aux problèmes que pose le mouvement des soldats, les positions de tous les partis de gauche et des gauchistes, n'ont de commun que leur confusion et leur volonté de rendre l'armée vivable, et, donc efficace. Bigeard lui-même reconnaissait, dès le mois de février, cette nécessité de démocratisation pour empêcher la décomposition de l'armée :

"... RIEN NE SERT DE JOUER LES POMPIERS : IL FAUT EVITER LES INCENDIES. ET IL N'Y A QU'UN MOYEN : METTRE AU POINT TRES VITE LES REFORMES QUI S'IMPOSENT ET LES APPLIQUER PLUS VITE ENCORE". (L'Express, 24/2/75)

C'est parce que ces réformes sont trop lentes, et les cadres de l'armée souvent trop sclérosés, que les comités de soldats ont connu un tel développement et que la démocratisation, nécessité pour que l'armée puisse affirmer son rôle, devient une revendication des soldats eux-mêmes.

Même si l'effet immédiat est le même : l'imminence de la démocratisation ; même si le moyen immédiat est le même, l'organisation des soldats en tant que soldats, les buts tels qu'ils sont annoncés par la gauche et l'extrême-gauche sont différents : les partis de gauche prétendent défendre l'armée, les partis ou groupes d'extrême-gauche prétendent la détruire. Mais comme il arrive la plupart du temps lorsque gauche et gauchisme divergent, militarisme et anti-militarisme se déclarent d'accord sur les objectifs immédiats : démocratisation de l'armée ; seules diffèrent leurs intentions finales affichées.

En ce sens, les positions de l'extrême-gauche sont extrêmement plus dangereuses pour le prolétariat que celles de la gauche classique. Bien qu'ils reconnaissent la nature bourgeoise de l'armée, les gauchistes "anti-militaristes" participent eux aussi à la démocratisation en avançant et soutenant les réformes de l'armée.

A la base de toute cette idéologie se trouve ce raisonnement, repris depuis la troisième Internationale non seulement par les trotskystes mais aussi par les bordiguistes du "Proletaire", et que résume le fa-

meux mot-d'ordre : "Soldat, sous l'uniforme tu es encore un prolétaire !" Puisque le soldat est un prolétaire, la lutte au sein de la caserne est la même que la lutte au sein des usines.

La résistance aux brimades, des officiers est la même que celle du prolétariat au capital. Il est donc aussi important de développer la lutte des soldats en tant que soldats que celle des ouvriers en tant qu'ouvriers.

Mais premièrement, même dans les pays les plus industrialisés, sous l'uniforme le soldat n'est pas uniquement prolétaire = il est tout autant paysan, commerçant, fils de bourgeois, de professeur et de ministre. Certes, l'écrasante majorité du contingent est d'origine ouvrière et paysanne. Mais identifier le soldat à un ouvrier en uniforme c'est se payer de mots. La composition sociale de l'armée est à peu de chose près (des fils de privilégiés disposent toujours plus de moyens pour échapper au service national) celle du "peuple", c'est à dire celle de la société. Aussi appel er le soldat à s'organiser en tant que soldat surtout en tant de paix (1) équivaut à demander aux hommes de s'organiser en tant que mâles, c'est préconiser une forme d'organisation inter-classiste. Et, à l'heure des affrontements entre prolétaires et capitalistes on sait quel est le rôle de ce genre d'organisation ; on prétend ramener tout le contingent sur le terrain du prolétariat et on ne fait que dissoudre les prolétaires dans la masse informe des organisations "populaires", ces corps insipides où, au nom de l'"unité", bourgeois et petits bourgeois ont toujours le dernier mot.

Deuxièmement, aussi ignobles que soient les rapports entre soldats et officiers au sein de la caserne, ils ne font pas du soldat un prolétaire de douze mois. "Sous l'uniforme" le soldat peut être un membre de n'importe quelle classe de la société, mais avec l'uniforme, en tant que soldat, il est un membre de l'armée, ce bras armé de la classe dominante

En revendiquant une meilleure condition du soldat, que fait-on si ce n'est demander une amélioration de l'efficacité de cet appareil de l'Etat bourgeois ? Pourquoi croit-on que la bourgeoisie hollandaise, par exemple, a pris tant de soin de réformer les rapports au sein de son armée, instituant syndicats et autres libertés démocratiques ? Etait-ce pour affaiblir son pouvoir ? Ou pour le renforcer ? Les revendications du soldat, en tant que soldat, ne mènent pas à l'élimination de l'armée mais à l'adaptation de celle-ci aux conditions historiques présentes en fonction des besoins et des possibilités de la bourgeoisie. Qu'y-a-t-il de prolétarien dans cet objectif ? Pour la classe révolutionnaire, il ne peut y avoir qu'une perspective à l'égard de tous les corps institués pour sa répression : leur destruction.

Certains gauchistes affirment que la lutte pour des réformes dans l'armée a pour but final sa destruction. Mais, tout comme l'Université ne peut, malgré les illusions de 68, être détruite de l'intérieur par les étudiants, l'armée ne peut être détruite par les soldats dans les casernes. L'armée est une partie essentielle de l'Etat bourgeois et sa destruction ne pourra être l'oeuvre que de ceux qui détruisent les fondements de l'Etat : les prolétaires organisés de façon autonome vis à vis de toutes les autres classes de la société.

Ce n'est pas parce qu'il y a une armée, qu'il y a une société divisée en classes, c'est par ce qu'il y a une lutte de classe qu'il existe une armée. C'est pourquoi la lutte des prolétaires en tant que prolétaires n'a rien à voir avec celle des soldats en tant que soldats : en s'organisant comme classe les prolétaires construisent la seule force révolutionnaire capable de détruire la société capitaliste, son Etat et son armée ; en s'organisant comme corps spécifique, les soldats ne peuvent que maintenir l'existence d'un corps armé distinct du prolétariat, ce corps qu'il s'agit pour lui de dissoudre en premier lieu.

Le prolétariat en armes, ce n'est pas la démocratisation de l'armée mais la destruction de l'armée comme corps séparé de lui. La dictature du prolétariat, c'est l'armement général du prolétariat. La première chose que faisaient les soldats insurgés lors des luttes révolutionnaires de 1918-1919 en Allemagne, ce n'était pas former un mouvement de soldat, mais quitter l'uniforme pour passer avec armes et bagages dans les rangs du prolétariat en armes. Telle est la seule perspective révolutionnaire pour les soldats. C'est la seule que peut réellement craindre la bourgeoisie. C'est celle que combattent toutes les organisations de "gauche", ou gauchistes, qu'elles s'affirment militaristes ou pas. (A suivre...)

N.M. et R.V.

Note 1) En temps de guerre le problème connaît momentanément des déterminations différentes, comme nous le verrons lorsqu'il s'agira d'analyser les positions prises dans le passé par les révolutionnaires sur cette question.

(1) Agence Chine Nouvelle, 3 mai 1949, cité dans "Le Tigre de Papier", Ch. Reeve-Spartacus.

(2) Id.

(3) G. Lefranc, "Le syndicalisme dans le monde" (p. 402).

(4) Id. (1)

(5) Pour des traductions de textes de Shen Wu Lien, voir "Révo Gul dans la Chine Pop".

(6) "Intercontinental Press", Mai 1974, interview d'un ancien chef des Gardes Rouges.

(7) Pendant la Révolution Culturelle, nous avons découvert que les gens qui régissaient le pays étaient en fait une clique ayant des privilèges spéciaux. C'est cela que nous

avons constaté et c'est avec cela que nous n'étions pas d'accord, et c'est pourquoi nous voulions changer complètement le système. En fait, ce que visait Mao dès le départ ce n'était que l'élimination de Liu Shao Chi et rien d'autre. Mais parce que Mao était favorable au système, il a commencé à nous supprimer. C'est alors que nous avons compris que Mao n'était pas vraiment un révolutionnaire qui voulait créer un monde nouveau mais seulement un bureaucrate qui défendait ses privilèges".

(7) Id. (1)

ITALIE : «compromis historique» ou lutte de classe

L'année 1975, qualifiée de "pire année de paix depuis deux générations", a vu l'aggravation générale de la crise économique dans le monde. Elle a été caractérisée par la plus forte récession depuis 40 ans et la montée générale du chômage dans tous les pays industrialisés.

En 1974, la Grande-Bretagne et l'Italie semblaient les deux seuls grands pays d'Europe touchés sérieusement par la crise. L'Italie en particulier semblait à deux doigts de la banqueroute. "Il fallut prendre des mesures draconiennes pour limiter les importations... il fallut se serrer la ceinture pour freiner l'inflation et réduire le déficit de la balance commerciale". (1) Le prix qu'il a fallu payer pour améliorer la balance des paiements, c'est la récession avec une diminution de 5% du PNB pour 1975, un recul de plus de 13% de la production industrielle, c'est le chômage : l'Italie compte fin 75 un million cinq cent mille chômeurs, soit plus de 8% de la population salariée. (2) Et ces données ne tiennent pas compte du chômage partiel : pendant le premier semestre de 75, les indemnités de chômage partiel ont augmenté de 900% par rapport à la même période en 74. (3) Le ministre des finances peut être pessimiste : les mesures envisagées pour favoriser la reprise - soutien à la production industrielle, investissements dans les secteurs les plus atteints par la crise - ne sont guère capables de freiner la chute de l'économie italienne, et vont accroître le déficit de la balance des paiements. Pas plus qu'ailleurs, il n'y aura de "miracle" italien. Le problème crucial pour la bourgeoisie italienne, comme pour celle d'Espagne, du Portugal, de Grande-Bretagne... est de trouver le moyen de faire accepter ces années de vache maigre à une classe ouvrière mécontente et combative.

En 1974, l'Italie venait en tête des pays de la CEE pour le nombre de grèves et le pseudo-rétablissement de début 75 n'a pas empêché le nombre des heures de grèves de doubler largement par rapport à cette période. (4) Le président Leone est sorti de sa réserve habituelle pour dire son effarement devant les grèves et devant le fait que "les désordres s'étendent avant tout parmi les travailleurs des services publics essentiels". (5) C'est un fait que cette année encore, l'Italie s'est placée au premier plan en ce qui concerne les grèves, les manifestations populaires de mécontentement, les attentats de toutes sortes...

Face au désordre grandissant, la Démocratie chrétienne au gouvernement apparaît divisée, de plus en plus contestée, incapable de plus en plus de trouver des solutions. Dès janvier 1975, le président de la COFININDUSTRIA, syndicat patronal italien, le tout puissant Agnelli, maître de l'empire Fiat, prenait l'initiative d'une sorte de "contrat social" négocié directement avec les syndicats et mettait devant le fait accompli le gouvernement qui, bien que très réticent, n'avait guère le choix. La D.C. va de crise en crise, tiraillée entre diverses tendances, et ce n'est pas le remplacement de Fanfani par le pôle Zaccagnini qui pouvait contribuer à son renforcement. N'est-ce pas le penseur de la D.C., Aldo Moro lui-même, qui constate que l'"avenir n'est plus en partie dans nos mains". Le triomphe éclatant, le "raz-de-marée" des partis de gauche aux élections du début de l'été ont marqué significativement le désir de changement et le peu de crédibilité qu'offre la D.C.. De ces élections où la participation a été importante (91%), le PCI est sorti grand vainqueur avec un nombre de voix sensiblement égal à celui de la D.C.

LE "COMPROMIS HISTORIQUE" ET LA SOLUTION DE GAUCHE

1975 a été pour le PCI l'année du "Compromis Historique" et de son retour en force sur le devant de la scène politique italienne, couronnement en partie de sa politique de la "main tendue". Premier parti communiste d'Europe occidentale, le PCI a défini sa politique à l'occasion de son XIVème congrès en Mars 75.

Face à une crise d'une "gravité particulière" en Italie, dont la D.C. portera les plus lourdes responsabilités, "le problème de l'unité des forces ouvrières et populaires et celui d'une alternative démocratique se pose en Italie dans les termes assez différents de ceux des autres pays", le PCI propose un "gouvernement de tournant démocratique" basé sur l'entente et la collaboration de toutes les forces populaires... Les composantes communistes, socialistes, catholiques... (5) Et Berlinguer de rappeler que : "Nous (le PCI) n'avons jamais cru, même en 45, qu'un seul parti ou une seule classe, pouvait résoudre les problèmes de notre pays". (6)

Quant aux solutions face à la crise, celles préconisées impliqueront une période de "de durs efforts pour tout le peuple et de toutes les énergies nationales". (7) En effet, car il faudra "produire plus ne pas gaspiller mais épargner, utiliser

comme il faut chaque ressource... Réorganiser les activités économiques et administratives selon les critères d'efficacité et de rigueur" (7), agir "pour qu'un grand bond soit fait dans la production industrielle et agricole fondé sur la modernisation de la technologie".

Le "Compromis historique" proposé n'a pas suscité l'enthousiasme, ni de la part de la D.C. de Fanfani, imprégnée d'anti-communisme, ni de la part du PSI qui ne voudrait pas être asphyxié par un rapprochement entre les deux grands partis. Le PCI multiplie ses efforts pour paraître comme un parti de l'ordre, de l'indépendance nationale. Ses déclarations, tous ces derniers mois, pouvaient rassurer la bourgeoisie, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, quant à son sérieux comme bon administrateur de ses intérêts, et à son indépendance par rapport au bloc soviétique : "Les communistes ne posent pas comme une condition préalable le problème de la sortie de l'Italie de l'OTAN" Il faut à tout prix éviter "d'altérer l'équilibre stratégique et militaire entre le Pacte Atlantique et le Pacte de Varsovie" et agir "en faveur d'une démocratisation des orientations et du fonctionnement de la CEE, en faveur d'une construction progressive d'une Europe démocratique, pacifique et indépendante". Le PCI a trouvé un terrain d'entente avec le PCF qui, jusqu'à présent s'est posé comme un champion de l'orthodoxie, en réaffirmant leur attachement à l'indépendance de chaque parti". (Déclaration commune PCI/PCF) (8) Berlinguer à encore insisté lors de la préparation de la conférence des PC européens sur le fait que les partis comme le PCI, qui "ont une position autonome et spécifique sur les questions du socialisme ont leur mot à dire et une fonction particulière à remplir".

Sur la question du socialisme, le PCI a fait nombre de mises au point pour montrer son "réalisme" dans la situation actuelle : "Il serait irréalisable de prendre aujourd'hui à l'ouest comme schéma de la lutte politique du prolétariat la stratégie et la tactique de la Grande Révolution russe de 1917, voire de celle de 1905". Berlinguer a souligné la complète identité de vue entre le PCI et le PCF, lorsque Carillo déclare : "Nous ne croyons pas qu'il faut miser sur l'effondrement de l'Etat capitaliste, comme cela a été le cas en 17... le passage au socialisme peut se faire dorénavant dans la continuité, grâce à l'action conjointe de toutes les forces qui contestent le capitalisme". Pour cela le PCI tend la main à toutes les forces démocratiques de la nation, des gauchistes à la "droite civilisée", antifasciste, pour engager "une nouvelle phase de développement démocratique" qui introduirait dans les secteurs de la société quelques éléments du socialisme".

Mais pour montrer qu'il représente la seule force capable de regrouper ce large front démocratique, le PCI ne se contente pas de déclarations, et, dans les faits se conduit comme un parti "raisonnable" dans une situation difficile, soucieux de favoriser un changement sans heurt.

La plupart des grandes villes sont administrées par des "juntas" de gauche avec l'appui de certains éléments de la D.C., et Berlinguer se plaît à rappeler qu'il "est généralement admis que les communistes ont bien administré en comparaison des autres. Leurs administrations sont meilleures "en terme de gouvernement propre et d'honnêteté. Elles sont aussi les meilleures en terme d'efficacité et de capacité à accomplir quelque chose". (9) Le "compromis historique" refusé par la D.C. est une réalité dans les faits : le gouvernement Aldo Moro n'a pu se maintenir qu'avec l'aide guère "discrète" des communistes qui ont parfois bien de la peine à s'en justifier devant leur base. Le PCI proclame : "Nous ne sommes pas pressés... nous ne proposons pas d'élections nationales pour le moment", (9) et l'a montré, soit en s'abstenant dans les scrutins difficiles, soit en proposant des amendements acceptables. Les communistes sont les meilleurs défenseurs de l'ordre public, et il n'a pas paru étonnant que, face à la violence politique qui sévit en Italie, le président du conseil ait tenu à consulter Berlinguer qui a condamné tout acte de violence. Le PCI, conscient de ses responsabilités s'est opposé catégoriquement à l'ouverture de la récente crise gouvernementale provoquée par le PSI, qui "serait longue, inutile et pourrait aboutir à des élections anticipées que nous refusons et qui ne seraient pas positives pour le développement du processus démocratique". (10)

Si le PCI peut maintenant apparaître comme le seul parti capable de regrouper les forces populaires derrière lui, c'est que la politique de "compromis historique" a l'appui total des syndicats et en particulier de la plus importante confédération syndicale, la CGIL. Le secrétaire général de la CGIL, Lama, qui a salué le "compromis historique" comme alternative réelle, concrète, a condamné en même temps que le président Leone "les grèves irresponsables" et reconnu que certaines revendications sont

préjudiciables à la population et aux autres catégories de travailleurs. Cette "sagesse", les syndicats l'ont montré constamment en s'accordant avec le patronat pour réduire en priorité les coûts de production, en d'autres termes, pour accepter la mise en sourdine des revendications salariales "incompatibles" avec la situation de crise, en dénonçant et en sabotant ouvertement les grèves qui font "le jeu du patronat" comme celle des cheminots cet été.

Au panorama des forces qui soutiennent la solution préconisée par le PCI il faut ajouter les gauchistes qui directement ou indirectement, font tout pour favoriser un gouvernement populaire, à commencer par "Lotta Continua" qui devant la crise est passée du culte du spontanéisme... au soutien électoral du PCI. Il est vrai que dans son congrès de janvier 75, LC a cru bon de rappeler que dans "le programme ouvrier" se soudent avec force la vigilance et la mobilisation anti-putschiste, la lutte contre le gouvernement Moro et le régime démocrate chrétien, la lutte contre la crise... formant ainsi un véritable programme de gouvernement du prolétariat". !!! Avanguardia Operaia, le PDUP-Manifesto avancent la perspective du "gouvernement des gauches", en effet, la "nature du gouvernement qui devra remplacer la domination de la D.C. apparaît objectivement comme le gouvernement des partis du mouvement ouvrier..." C'est dans le même sens que les gauchistes organisent des campagnes d'agitation dans l'armée pour des "comités démocratiques" de soldats, de sous-officiers, pour une armée démocratique appelée de leurs vœux. La décomposition des groupes gauchistes, leur théorisation de la violence pour la violence, leur ralliement plus ou moins avoué au PCI ont conduit un certain nombre d'éléments impatientes à entreprendre des actions désespérées. Les NAP, Brigades Rouges et autres ont mobilisé (11) beaucoup d'énergie pour l'action violente et directe sans autre résultat que celui de faire passer, avec l'accord plus ou moins général des partis, une des lois les plus répressives jamais votée dans les pays "démocratiques".

Même lorsqu'ils n'apportent pas clairement leur soutien à une "solution de gauche", les gauchistes se font toujours les hérauts de la plus grande alliance possible des forces "populaires" jusque dans un "comité pour la défense des libertés du peuple espagnol" indispensables "à la démocratie dans notre continent". Lorsque les pseudo-"coups d'Etat fascistes" découverts tous les deux jours en 74 ont fini par ne plus tromper personne, ce sont les gauchistes qui ont déclenché de violentes campagnes contre le "fascisme", contre le MSI... et, "Révolution !", admirative, écrit sans rire : "Milan est une ville qui vit à l'heure de la politique, à l'heure de l'antifascisme". (Révolution ! N° 91)

Devant la montée des luttes de la classe ouvrière, devant le mécontentement de la population dont le pouvoir d'achat diminue tous les jours, l'extrême-gauche a mis en avant deux mots d'ordre qui ont trouvé un certain écho : "Autoréduction et autonomie ouvrière".

L'"autoréduction", le refus de payer les augmentations de transport, d'électricité, de biens de consommation dans les super marchés, a connu un assez grand succès et permis "l'organisation directe des ouvriers et des couches populaires"; "comités d'usagers"... "comités pour l'autoréduction qui regroupent travailleurs, étudiants, ménagères, chômeurs..." (Révolution N° 114).

Devant l'attentisme et la "sagesse" des grandes centrales syndicales, l'extrême gauche a mis en avant "l'autonomie ouvrière nécessaire face à la bourgeoisie et aux réformistes", et son articulation avec "l'intervention non moins nécessaire dans le mouvement syndical. A côté des "conseils d'usine", sortes d'organismes syndicaux de base, créés primitivement dans les luttes, maintenant plus ou moins inféodés aux syndicats classiques ou aux gauchistes se sont multipliés les CUB (Comités unitaires de base), qui sont des regroupements à l'échelon d'une entreprise, presque toujours à l'initiative des gauchistes, (Avanguardia Operaia, Lotta Continua, PDUP), sur des bases politiques non définies mais qui se placent "dans l'optique d'un contrôle ouvrier et populaire sur les investissements et sur l'emploi." Ce courant qui représenterait "l'autonomie ouvrière au niveau politique" ne se bat pas contre les syndicats, mais plutôt pour appuyer l'aile "gauche" du syndicat dans son combat contre les directions syndicales, pour mener des "actions sur une ligne de classe". (A propos des groupes autonomes voir RI n° 21)

LES PERSPECTIVES

La crise politique ouverte par le PSI, soucieux de garder des sièges, n'est qu'une péripétie qui s'inscrit dans la ligne générale de la venue de la gauche au pouvoir. Des Agnelli à l'extrême-gauche, la bour-

geoisie a reconnu dans le PCI sa fraction la plus apte à défendre ses intérêts, la plus capable d'affronter la classe ouvrière pour tenter de lui faire accepter dans "l'ordre", les sacrifices imposés par la crise au nom de l'intérêt national et du passage progressif au socialisme.

Cependant la classe ouvrière a déjà fait l'expérience de ce que pouvait être "l'ordre" des partis de gauche et de leurs syndicats dans chacune de ses grèves, et en particulier ses luttes de l'automne 69. Elle les a vu à l'oeuvre à Fiat, à Alfa-Romeo, à Leyland-Immacenti, dans les négociations où elle n'a rien obtenu ; et plus encore dans la grève des chemins de fer, où les grévistes ont été condamnés unanimement "comme fascistes, saboteurs faisant le jeu du patronat". Cette unité a inclus les gauchistes d'Avanguardia Operaia qui, aux côtés du Manifesto dans le front électoral "Démocratie prolétarienne" constitue l'appoint indispensable aux majorités de gauche dans un certain nombre de grandes villes. La classe ouvrière a pu constater que la gauche, en fidèle défenseur du capitalisme a accordé son soutien au gouvernement pour gérer la crise ce qu'elle fera elle-même directement demain, avec l'appui de toute la bourgeoisie. 1976 risque fort d'être l'année où la classe ouvrière fera l'expérience de l'union de la bourgeoisie nationale, contre elle, et "en son nom".

Mais la classe ouvrière italienne qui se s'organise en dehors et contre les syndicats a sut mener, à la fin des années 60, une des grandes luttes qui annoncent le nouveau réveil du prolétariat mondial, est aussi actuellement une des plus expérimentées dans le monde. Et tous les préparatifs et manoeuvres de la gauche pour faire face à la menace prolétarienne ne pourront qu'intensifier l'apreté des grands combats qui se préparent.

E.

Notes :

- (1) "Le Monde" Dossiers et Documents N° 25 2975.
- (2) "Le Monde" du 23/12/75
- (3) "Economid" N° 15 Sept. 75
- (4) "Le Monde" du 6/11/75
- (5) "Le Monde" du 30/8/75
- (6) "Humanité" du 18/3/75
- (7) "Le Timeq" du 30/7/75
- (8) "Le Nouvel Observateur" du 3/3/75
- (9) "Le Monde" du 19/11/75
- (10) "Le Monde" du 3/1/75
- (11) N.A.P. Initiales désignant les Noyaux Armés Prolétariens.

ESPAGNE : suite de la page 1

faveur de "toute la société"; participer au gouvernement en "représentants de la classe ouvrière" pour présenter l'immonde intensification de l'exploitation capitaliste provoquée par sa crise mondiale, comme des "solutions" élaborées avec "la participation de la classe ouvrière".

L'ENJEU

Sous la poussée des luttes actuelles avec leur capacité à se généraliser, à s'autonomiser, les nécessités du capitalisme espagnol imposent à la bourgeoisie une double attitude : d'un côté pour sa fraction actuellement au gouvernement, de lâcher du lest en "démocratisant"; mais sans précipitation ("se hâter lentement" - Iribarne). C'est ce qu'expriment les dernières mesures autorisant l'existence du P. S. O. E., tout en maintenant dans l'opposition ces fractions qui tiennent un langage plus "radical" tel le P. C. E. et les syndicats dits clandestins. Cela pour deux raisons :

- pour maintenir un jeu d'opposition dans lequel elle peut tenter de canaliser la lutte des ouvriers en lui présentant des fausses alternatives : continuité de l'après-franquisme avec le gouvernement Arias Navarro-Iribarne ou "rupture démocratique".

- pour permettre à cette dernière d'acquiescer une plus grande crédibilité auprès de la classe ouvrière, qu'elle n'a pas en ce moment. Pour l'heure, les syndicats et le P.C.E. servent mieux le capital dans l'opposition que dans le gouvernement.

L'enjeu de la situation espagnole est très important, cela non seulement pour l'Espagne mais pour toute l'Europe. Les bourgeoisies européennes craignent comme la peste que la lutte des ouvriers espagnols ne serve d'exemple au prolétariat européen. Au travers de ses luttes où la solidarité ouvrière joue un si grand rôle, c'est avec toutes ses maladrances, ses faux pas, la révolution non pas espagnole, ni européenne, mais mondiale, qui se cherche.

M. PRENAT

LE POURRISSSEMENT EN ARGENTINE

REFLET DU CHAOS MONDIAL

Un taux d'inflation de 350 % pour l'année 75, une dette extérieure de 8 milliards de dollars, une baisse du pouvoir d'achat de 50 %, plus de 700 assassinats politiques en un an... Une illustration parmi d'autres de ce que donne et promet la prolongation de l'existence du capitalisme en décadence et en crise. Car le mélange de grotesque et d'atroce qui caractérise la situation argentine aujourd'hui n'est pas un phénomène particulier à l'"exotique et lointaine" Amérique Latine, mais bien un produit de la réalité mondiale. Il ne s'agit pas de faire de l'"alarmisme", il s'agit de comprendre comment il est possible que le deuxième pays d'Amérique Latine, un des plus marqués par la civilisation européenne, un des plus anciennement industrialisés et des plus puissants, se trouve dans une telle impasse économique et politique.

Comme dans tout cas particulier, le "cas" de l'Argentine ne peut être compris qu'en le plaçant dans le contexte mondial de la crise du capitalisme, détonateur de toutes les crises politiques actuelles. Dans l'article "Mythe péroniste et lutte de classe" du N° 2 de RI (février 73), nous analysons la crise économique argentine et les causes du retour de Peron : face à l'entrée en crise économique du capitalisme mondial et, partant, de l'Argentine, face au démarrage de luttes extrêmement fortes et violentes de la classe ouvrière (dont l'expérience la plus poussée a été la grève générale de Cordeba en 69, où les ouvriers se sont emparés de la ville), la bourgeoisie devait trouver un moyen efficace d'encadrer la classe ouvrière, la CGT et le gouvernement militaire de Lanusse étant par trop déconsidérés et donc, inefficaces. Le projet était simple : faire revenir le héros national, celui qui pourrait réaliser l'unité du pays, obtenir la soumission de toutes les couches sociales, et, principalement de la classe ouvrière, aux "intérêts supérieurs de la nation".

Comme on sait, Peron avait été porté au pouvoir en 46 (après avoir été pendant deux ans secrétaire d'Etat au Travail, Ministre de la Guerre et vice-président de la République) par la volonté populaire : et est resté jusqu'à son renversement par un putsch militaire en 1945. Les éléments qui ont permis qu'il devienne par la suite un tel mythe n'ont rien de surnaturel :

- A l'époque de la montée de la popularité de Peron, l'Argentine traversait une période particulièrement favorable pour son économie : l'attitude de neutralité qu'elle a adoptée lors de la 2^e guerre mondiale, lui a permis de s'acquerir les marchés de viande et de céréales (dont elle est un des premiers producteurs du monde) pendant que les autres s'entre-déchiraient.

- Cet essor économique et l'appréhension que celui-ci ne touche à sa fin avec la fin de la guerre, renforce chez toute une partie de la bourgeoisie les aspirations à une "indépendance nationale, à une économie argentine auto-suffisante. Le colonel Peron, grand admirateur de la "troisième voie" mussolinienne ("ni capitaliste, ni soviétique") devient, au sein de l'armée, le porte-parole de cette tendance.

Ainsi, prenant réellement à coeur les intérêts du capital national argentin, Peron essaie de faire comprendre le problème à la bourgeoisie argentine : "L'un des objectifs fondamentaux et immédiats est d'éviter le cataclysme social qui se prépare... Les masses ouvrières inorganisées sont dangereuses. (...) Il faut savoir donner 30 % à temps pour ne pas tout perdre ensuite. (...) On a dit que j'étais un ennemi des capitalistes ; mais, si vous examinez avec attention ce que je viens de dire, vous ne leur trouverez pas de défenseur plus décidé que moi, parce que je sais que la défense des intérêts des hommes d'affaires, des industriels, des commerçants, est la défense même de l'Etat". (Discours en Août 1944 devant les membres de la Bourse du Commerce de Buenos Aires). (2)

Le mécontentement et les grèves étaient effectivement forts dans cette période en Argentine.

Peron s'attache donc, avec l'aide précieuse d'Evita (1) à atteler ces masses à l'"intérêt supérieur de la nation" représenté par l'Etat. Il ac-

corde toute une série de mesures sociales d'envergure, jamais vues en Argentine (retraite, congés payés, tribunaux du travail, augmentations de salaire, diminution de la journée de travail, etc), le tout à grand renfort de discours sur la justice sociale, la défense des intérêts des travailleurs, la vengeance contre l'oligarchie... On décrète aussi le droit de grève "contraire aux intérêts du prolétariat" et la CGT, intégrée à l'Etat, devient le syndicat unique. Tant que l'économie marche, cette politique marche aussi. Peron et Evita deviennent les héros adorés des "sans chemise".

Dès 52, les améliorations qu'avait accordées le péronisme commencent à s'effriter. L'Argentine entre de nouveau dans une des nombreuses crises qui jalonnent son histoire, et, en 55, un soulèvement militaire (qui commence par bombarder à une heure de pointe la place principale de Buenos Aires, faisant plus de 200 morts) chasse Peron du pouvoir. Celui-ci n'oppose que le minimum de résistance que la forme exige ; il peut partir ; il a déjà accompli une grande oeuvre patriotique : il a "maté" la classe ouvrière.

LE MYTHE EST BIEN UN MYTHE BOURGEOIS

C'est durant les années d'exil de Peron que le mythe péroniste est réellement bâti et consolidé : le péronisme est identifié à une idéologie de la classe ouvrière et "du peuple" ; il n'existe pas de fraction politique "de gauche" en Argentine qui ne se réclame pas, en partie ou en totalité, du péronisme (trotskystes y compris). Mais, même si pour les ouvriers argentins le péronisme pouvait évoquer à cette époque le souvenir de temps meilleurs -où, au moins, on mangeait mieux et où on parlait beaucoup de justice- en comparaison aux gouvernements qui sont venus par la suite, il n'en demeure pas moins que le péronisme n'exprime que les seuls intérêts de la bourgeoisie nationale argentine (même si ce n'est pas toute la bourgeoisie qui s'en fait le porte-parole).

En effet, ce qui caractérise le péronisme est la défense, d'abord et avant tout de l'INTERET NATIONAL. Ce n'est pas par hasard qu'il existe autant de fractions différentes qui ont toujours voulu se l'approprier pour légitimer leurs politiques. Que ce fût dans la bouche de Frondizi, de Lanusse, des Jeunesses Péronistes, des Trotskystes, du PRT ou des Montoneros, bref, de tous les partis ou groupes -et ils sont nombreux et variés- qui se réclament ou se sont réclamés du péronisme, ce que celui-ci représentait et représente pour eux est : une économie argentine qui marche et une classe ouvrière qui travaille et se montre enthousiaste envers son exploitation -ou du moins, qui se tient tranquille. En d'autres termes, le péronisme exprime la version argentine de la tendance mondiale du capital à l'étatisation, avec l'embrigadement de la classe ouvrière que cette étatisation requiert.

LA FARCE

Durant les 17 années d'exil de Peron, l'Argentine passe par dix présidents différents, dont quatre venus électoralement et six imposés par des putschs militaires. L'entrée en crise du capitalisme mondial, à laquelle l'Argentine n'échappe pas, vient imposer des restrictions à ces libertés si ouvertement étalées des militaires. Le capitalisme entre dans une période de crise généralisée et de luttes de classe. Désormais, la bourgeoisie devra tenir compte du "danger des masses inorganisées". Le "Cordobazo" de 1969 marque l'entrée en lutte du prolétariat argentin : "Moins d'un mois après le "Cordobazo", une nouvelle grève générale paralyse la ville. On ne comptera pas moins de dix-neuf mouvements du même type entre mai 1969 et mars 1971." (2)

La multiplication des grèves oblige donc la dictature militaire à modifier son attitude : en 1971, le général Lanusse autorise le fonctionnement des partis et annonce des élections pour 73. Il organise aussi un "Grand Accord National" négocié sous l'égide de l'armée par tous les partis

politiques, afin d'assurer la stabilité des institutions" (3) Lanusse espère même se présenter lui-même comme candidat si les conditions lui paraissent favorables. Mais, comme nous l'avons dit plus haut, l'armée est trop déconsidérée et ne peut plus assumer efficacement le maintien de l'ordre social.

Ainsi donc, après avoir maintes et maintes fois exploité le mythe, la bourgeoisie se décide enfin à le faire venir en personne. Mais, comme disait Marx au sujet de Napoléon III : "Les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois... : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce". Quand, après l'élection de Campora et toute la mise en scène qu'on connaît, Peron revient en Argentine en juin 73, après s'être bien assuré que les choses ne s'annoncent pas mal pour lui, la comédie tourne très vite au vinaigre : le coup de baguette magique qu'on attendait de Peron pour rétablir l'ordre se transforme en un coup de trique qui ne parvient pas à accomplir sa fonction. Le retour de Peron ouvre une période de répression qui atteint des proportions jamais vues -ce n'est pas peu dire car l'Argentine est déjà vétéran en la matière ; au lieu de "calmer les passions", son retour les déchaîne et, tout Peron qu'il est, il est incapable de les contenir : les grèves ne font qu'augmenter, les extrémistes péronistes croient le grand jour arrivé et repartent de plus belle dans l'"offensive" armée, les "institutions légales" se trouvent constamment débordées -d'où l'accroissement de la répression.

La bourgeoisie avait pourtant bien préparé les choses : "pacte social" signé en juin 73 par la CGT, la CGE (patronat) et le gouvernement (instaurant le blocage des prix et des salaires après avoir baissé le prix de certains produits de première nécessité, tentative de rationalisation de l'économie, ouverture vers les pays de l'Est, libéralisation politique, etc.

Mais tous ces projets tournent court. L'Argentine ne cesse de subir les impacts de la crise mondiale (fermeture du marché commun aux exportations de viande argentine, baisse de la production dans l'automobile, baisse des exportations en général...) ce qui ne laisse aucune marge de manoeuvre au gouvernement de Peron pour réduire le mécontentement général.

Peron meurt le 1^{er} juillet 74. Il sera resté au pouvoir juste assez de temps pour détruire son propre mythe -au moins, face à ceux qui ont vu leurs luttes réprimées par ce "défenseur du prolétariat".

Mais ni la disparition de Peron ni le vrai visage qu'il a montré n'empêchent que le péronisme, lui, continue encore à être une nécessité pour le capital national. Peron mort, on essaie de faire survivre son "image" : les bustes et les monuments à la mémoire de Peron et Evita se multiplient, on laisse sur le devant de la scène la pseudo-Evita, "Isabelita" Peron, qui bat les records du ridicule dans cette grotesque farce. Son rôle n'est en effet que de cautionner jusqu'au bout la décomposition totale du "péronisme" en attendant que les forces réelles du pouvoir en Argentine -l'armée et la CGT- n'arrivent à se mettre d'accord sur ce que sera l'"après-péronisme".

En attendant, le spectacle arrive de moins en moins à amuser la galerie : en 74 et 75 les grèves ne cessent d'augmenter. La CGT est constamment débordée et est obligée, pour arrêter les grèves sauvages, de lancer un mot d'ordre de grève de 48 heures -tout en recommandant aux travailleurs de "ne pas se prêter aux manoeuvres d'éléments apatrides". Les ouvriers obtiennent des augmentations de salaire de 130 à 150 % en juillet 75 ; de quoi tenir quelques semaines, car en novembre de nouvelles grèves font céder au gouvernement une augmentation de 1.500 pesos pour les travailleurs de toutes les catégories. Le gouvernement signe des pactes sociaux (octobre 74), dresse des plans économiques avec l'aide de conseillers américains, prévoyant le maintien du niveau de vie, déclare les grèves extra-syndicales illégales... mais ne parvient pas à juguler l'inflation et les grèves.

Pendant de la crise économique, la crise politique est du même ordre. Depuis des mois l'image du gouvernement ne cesse de se dégrader : quand ce n'est pas le scandale des AAA ("escadrons de la mort", tueurs payés par des hommes du gouvernement ou de l'armée pour liquider physiquement les opposants, qui travaillent quotidiennement) c'est le scandale des détournements de fonds, de la corruption, des relations louches entre la présidente et son ex-ministre "sorcier" (spiritiste) et corrompu, on change les ministres comme on change de chemise...

QUELLE ALTERNATIVE ?

Dans toute autre période, une telle situation aurait depuis longtemps suscité un coup d'Etat militaire. Il y en a bien eu une tentative récemment, mais elle n'a pas réussi ; l'armée préfère agir dans les coulisses -c'est plus efficace. Reprendre ouvertement le devant de la scène entraînerait trop de risques d'affrontements directs avec la classe ouvrière qu'aucun organisme "responsable" n'arrive à encadrer suffisamment -non pas parce qu'il manque des volontaires pour le faire mais parce que aucun n'y est encore parvenu. Pourtant il y en a qui y mettent de la bonne volonté ; voici, à titre d'exemple, les moyens que se donne le PRT-ERP (Parti révolutionnaire des travailleurs -Armée révolutionnaire du Peuple) :

"Dans les usines, nous mettons sur pied différents types de cellules : la cellule de masse -cellule stratégique à nos yeux puisque son rôle est de construire le parti dans l'usine- la cellule de propagande, qui impulse la ligne du parti ; la cellule syndicale, qui développe la ligne du parti dans le corps des délégués syndicaux, la cellule légale qui doit construire le Front démocratique à l'intérieur de l'usine, et, enfin, la cellule militaire dont le rôle est de construire l'ERP à l'intérieur de l'usine." (In "Politique Hebdo", 23-29/10/75)

Mais malgré le mal que se donnent l'ERP comme les Montoneros et toute la variété de groupes du même style, ils restent sans emprise réelle sur la classe. Le temps n'est plus au castrisme quand la classe est en train de lutter dans les usines.

Comme nous l'avons déjà développé dans d'autres textes, la seule arme que la bourgeoisie peut utiliser face à une classe ouvrière combattive c'est l'arme de la démocratie ; c'est trouver les moyens de faire croire à la classe qu'elle est en train de prendre la destinée en mains, qu'elle n'est pas une classe exploitée et que, si elle doit faire des sacrifices, c'est pour son propre intérêt -qui est aussi, évidemment, "l'intérêt de la nation".

L'Argentine réussit-elle à trouver les protagonistes capables de jouer cette nouvelle comédie d'ici les prochaines élections ? C'est difficile à prévoir étant donné l'état de décomposition avancée de toutes les institutions argentines et l'état catastrophique de l'économie -que les crédits accordés par le FMI et les banques américaines ne suffiront pas à arranger.

Aussi et surtout, l'expérience de lutte qu'a acquise la classe ouvrière argentine va rendre cette tâche extrêmement difficile pour la bourgeoisie.

Taly

NOTES

- (1) "Evita" était la femme de Peron. D'origine humble, elle vouait, dit-on, une haine profonde à l'oligarchie. Défenseur acharné de la cause "du peuple", elle enflammait les masses avec ses discours sur la justice sociale, la vengeance du peuple contre l'oligarchie, etc. Elle est morte d'un cancer en 1952.
- (2) Extrait du livre de F. Gêze et A. Labrousse : "Argentine, révolution et contre-révolution". Intéressant, bonne documentation sur l'histoire argentine. Par ailleurs les auteurs défendent un point de vue gauchiste critique.
- (3) Id.

« LE PROLETAIRE » OU COMMENT DENATURER LES ACQUIS DE LA GAUCHE COMMUNISTE

Récemment, "Le Proletaire", organe du Parti communiste international a publié deux articles (n° 203-204) sous le titre de "la légende d'une gauche européenne" consacrés à la "critique" de "Révolution Internationale et ses amis".

Nous aurons l'occasion de faire à notre tour une critique plus approfondie de ce courant politique dans la "Revue Internationale", non pour offrir au PCI une réponse en bonne et due forme mais pour montrer par le négatif du PCI ce qu'est le marxisme - comme acquis fondamental de la lutte de classe du prolétariat - et comment l'héritage des fractions communistes (de Bilan en particulier), loin d'être l'expression d'un prétendu marxisme "occidental" ou "européen" est l'héritage vivant et fondamental de la dernière vague révolutionnaire, lequel est la source authentique du programme communiste aujourd'hui.

Pour nos lecteurs qui seraient peu au courant des positions de ce "parti", voire de son existence, il est bon d'apporter quelques précisions. Le Parti communiste international se réclame de la Troisième Internationale et se proclame le plus fidèle continuateur de Lénine et "marxiste invariant", se dit le continuateur de la Gauche italienne née en 1919 comme "Fraction communiste abstentionniste" et dont le représentant le plus important fut Amadeo Bordiga. C'est autour de Bilan, dans les années trente et jusqu'à la fin du second conflit impérialiste, que devaient se regrouper les éléments révolutionnaires issus de la Gauche communiste italienne. Né en 1943 sous le nom de Parti communiste internationaliste en Italie, mais existant sous sa forme actuelle depuis 1952 - date de la scission d'avec le groupe Damen, fondateur réel de ce parti, qui continue son activité autour du journal Battaglia comunista -, le parti bordiguiste regroupé en France et en Italie autour de "Programma comunista" et du "Proletaire" n'a en fait plus rien à voir avec le glorieux passé de la Gauche italienne.

Aujourd'hui les "programmistes" ne se distinguent plus qu'à grand peine des trotskystes. Faisant depuis plus de 25 ans l'apologie des mouvements nationalistes du tiers monde ("peuples de couleur"), se faisant depuis quelques années les donneurs de conseils aux groupes gauchistes, auxquels ils reprochent leur "opportunisme", il ne manquait plus à leur brillant tableau que de se faire les propagandistes de l'urne démocratique à l'occasion de référendums en Italie et en Suisse, ce qui est un comble pour des gens se réclamant de la "Fraction communiste abstentionniste" et qui il y a dix ans proclamaient que "le prolétariat naissait antiparlementaire".

Depuis deux ans, la pénétration des idées trotskystes s'est faite toujours plus profonde au sein du PCI. Si le parti "bordiguiste" ne préconise pas encore le "Front unique" - "tactique" préconisée par le troisième Congrès de l'IC pour "gagner les masses" - avec "l'opportunisme" que sous sa forme syndicale, et non sous sa forme politique comme le font les trotskystes, il préconise aujourd'hui ouvertement, tout comme ces derniers, le programme minimum des réformistes du siècle dernier qu'il n'ose encore baptiser "programme de transition". Le programme communiste "intégral" de la révolution est devenu un livre de recettes (35 heures, travail pour tous, chômage payé à 90%, etc.) s'adressant à chaque catégorie particulière du prolétariat qu'on divise en femmes, jeunes, etc., recettes qu'on jette en pâture aux ouvriers à qui on laisse espérer que leur seule action économique pour des réformes impossibles pourrait remplir leurs ventres affamés par la crise. Misérables recettes de charlatans qui proposent aux ouvriers d'accommoder avec le vide de phrase creuses les restes putréfiés d'un capitalisme sénile.

Une telle continuité dans la prestation des acquis de la Gauche communiste n'a d'égale, dans la série d'articles mentionnés que leur impudence à falsifier le passé. Selon eux, "Bilan" a fait des erreurs politiques, c'étaient justement des erreurs, des concessions à des courants de type "gauche européenne", mais ceci dans une attitude oscillante qui interdit de prétendre que Bilan avait une théorie particulière qui aurait révisé les positions originelles de l'Internationale et de la Gauche".

LES "ERREURS" DE BILAN

Voyons un peu ce que le PCI appelle les "erreurs" de Bilan :

- l'internationalisme, sans doute? Bilan a commis en effet "l'erreur" dans les années trente de rejeter sans hésitation toute forme de nationalisme, tout ce qui prend le nom aujourd'hui de tiers mondisme, de préconiser le défaitisme révolutionnaire dans les deux camps lors de la guerre italo-éthiopienne, lors de la guerre entre la Chine et le Japon, en opposition totale au trotskysme. "Erreur", le refus de défendre l'Espagne républicaine, "erreur" cette fermeté inébranlable à défendre le camp prolétarien et à lutter avec intransigeance contre toutes les fractions du camp du capitalisme du POUM aux anarchistes.

- la remise en cause des positions erronées de l'IC, qui ont servi de justification à la contre-révolution stalinienne. Si Bilan reste oscillant sur la question syndicale, il remet en cause l'idée partagée par les révolutionnaires des années 20 que le parti doit se fonder dans l'Etat et gouverner au nom du prolétariat. C'est Bilan qui affirme à travers les articles de Mitchell que la dictature du prolétariat ne peut s'exercer qu'à travers les organisations unitaires de la classe : les conseils ouvriers, dont l'existence et l'autonomie sont la condition même de la consolidation du pouvoir prolétarien.

- la définition du cycle du capital après 14. En continuité avec les thèses défendues par l'IC à ses débuts, Bilan puis Communisme (organe de la fraction belge) réaffirment fortement que la première guerre impérialiste a ouvert l'heure de la révolution mondiale du prolétariat dans la phase de déclin historique du système capitaliste, en complète opposition aux thèses du PCI qui prétend qu'aujourd'hui le capitalisme poursuit un cycle d'expansion "juvénile" dans les pays de l'Est ou du tiers monde.

- définition de la Fraction comme l'embryon du futur parti, lequel ne peut surgir qu'en période de lutte intense du prolétariat. Et donc condamnation d'avance de la formation aventuriste du Parti en 43, alors que triomphait sur toute la ligne la mystification démocratique et antifasciste, dans la pire confusion.

Ce sont tous ces acquis immenses du prolétariat, les principaux des années trente, que le PCI veut ensevelir dans l'oubli, ne voulant y voir que des errements infantiles, sous l'influence d'une prétendue "Gauche européenne". Il est vrai que les éléments qui furent expulsés de "Bilan" pour leur participation à la guerre d'Espagne dans le camp impérialiste républicain et ressurgirent à la fin de la guerre à la tête du PCI sont peu enclins à voir dans les positions de "Bilan" les vrais positions internationales défendues par la petite poignée de révolutionnaires de l'époque.

Voyons maintenant ce que le PCI entend par "gauche européenne" ou "marxisme occidental". Selon lui, il y aurait eu après 14 deux sortes de gauche : une gauche européenne incarnée par la gauche allemande et la gauche russe "léniniste", véritablement internationale. C'est une pure mystification digne de tous les mensonges bourgeois de l'époque et d'aujourd'hui que de présenter la révolution qui a suivi le premier après-guerre comme purement russe, les fractions communistes des pays industrialisés en sorte comme une réaction "occidentale" menchevik, aux excès des Russes, contre "la barbarie et l'arriération russe, la magnifique révolution occidentale et civilisée" (Le Proletaire n° 204). Ce que le PCI appelle "gauche occidentale" était :

a) Comme le parti bolchevik en 1914, l'expression de tout le courant de la gauche internationale, qui mènent une lutte intransigeante contre la dégénérescence de la deuxième Internationale. Après le passage de celle-ci à l'ennemi, la "gauche européenne" italienne et surtout allemande oeuvra de toutes ses forces à la formation d'une fraction communiste indépendante, en liaison avec les bolcheviks dans le cas des "linkaradikalen" de Brême, dont Pannekoek était membre. Son combat est inséparable de celui de toute la gauche communiste internationale contre la guerre et la trahison social-démocrate.

b) Avec la gauche russe (groupe ouvrier de Miasnikov, Ossinaki, Sapronov), cette prétendue "gauche occidentale" engage un combat acharné contre la dégénérescence de la révolution russe et oeuvra dès 1922 (et non dès 1920 comme le prétend le Proletaire) au regroupement des éléments révolutionnaires dans une nouvelle Internationale (la KAI), afin de maintenir toujours levé le drapeau du communisme. Après la disparition physique de la gauche allemande au début des années 30, ce fut la gauche italienne qui reprit le flambeau de l'internationalisme, avec la fondation des fractions belge et française (Communisme, Internationalisme). Cherchant à tout prix à resserrer les liens distendus entre fractions communistes isolées, Bilan publia des textes des camarades du GIK de Hollande, dont il fit toujours une critique pleine de chaleur révolutionnaire.

c) Lorsque le Proletaire sépare révolution "européenne" : "Embourbée dans le démocratisme, l'immédiatisme, l'autonomisme, l'anti-autoritarisme, le mépris aristocratique pour la violence "aveugle" et la peur de quitter le terrain du légalisme", de la Révolution russe, non seulement il ne veut pas reconnaître que l'extension et la mort de la révolution se firent simultanément, le prolétariat étant écrasé, mais il fait une assimilation calomnieuse de toute la Gauche avec la social-démocratie traître. De tels mensonges jetés sur ce qui reste l'acquis du marxisme révolutionnaire aujourd'hui, suffisent pour juger à quel degré de sclérose le PCI qui ose - sans la moindre honte - se réclamer de la vraie gauche italienne.

Comment expliquer une telle attitude? On se tromperait en voulant voir dans leur apologie inconditionnelle du parti bolchevik l'origine de leur dégénérescence. Des bolcheviks, ils ont oublié tout l'enseignement révolutionnaire; à l'inverse, des mencheviks ils reprennent de plus en plus les positions, authentiquement contre-révolutionnaires. Toute la politique des "programmistes" qui se font de plus en plus les idéologues des "révolutions nationales", "bourgeoises", "des insurrections des peuples opprimés" n'est que la continuation de toute la politique mencheviste. Ces "défenseurs" de la Révolution "russe", "léniniste" contre les partis "infantiles", "extrémistes" de l'Occident ne font que reprendre, bien après les Dan et Tseretelli la théorie des stalinistes et des gauchistes d'aujourd'hui "de la voie nationale au socialisme". En niant le caractère international de la révolution, qui dans le passé s'est manifestée par l'apparition simultanée en Europe des fractions communistes - apparition qui débordait largement le cadre européen -, ils ne peuvent qu'être amenés à cracher sur tout ce qui incarne mondialement le communisme. Il est logique qu'après avoir fait si longtemps silence sur Bilan, ils ne voient plus dans les positions de la Gauche italienne des années trente que des "bourdes" (sic). Les "programmistes" devraient être plus logiques : la "Fraction communiste abstentionniste" qui rejeta la conception du parlementarisme révolutionnaire a fait des "bourdes" de type "infantile" et "occidental"; la lutte contre les Serrati, réintégré dans l'Internationale le sur l'ordre de Lénine, a été non moins une "bourde", de même que le refus de cautionner la politique zinovieviste des "gouvernements ouvriers". Quant à permettre la publication dans Il Soviet, le journal fondé à Naples par Bordiga, de textes de Pannekoek, Gorter, Pankhurst en 1919-20, il a fallu que la "Fraction abstentionniste" soit déjà terriblement gangrenée par "des concessions à des courants de type "gauche européenne".

RI "ANARCHISTE"

Pour le PCI la résurgence du courant de la gauche communiste à travers "RI et ses amis" (entendez par là le Courant communiste international) correspond au fait que : "la victoire théorique du marxisme sur le bakounisme a eu son revers de la médaille; en fait, l'anarchisme aujourd'hui se voit dans l'obligation de "couvrir d'un voile marxiste le vieux fond idéaliste, stérilisé et prémarxiste". Il est vrai que le PCI croit bon de nous assimiler, nous les bakounistes, à des "professeurs de marxisme" (n° 204). En sorte, aujourd'hui, les "anarchistes" se doivent de donner des leçons de marxisme pour donner le change.

On ne pourrait que s'esclaffer à la lecture de telles niaiseries, si le PCI ne cherchait - avec une mauvaise foi aussi voyante que grossière - à présenter le KAPD comme "une école méprisante" et à faire apparaître calomnieusement notre Courant comme "ultra-gauche en paroles, ultra-conservateur dans les faits". Depuis plus de cinquante ans, la calomnie portée sur la théorie révolutionnaire est la seule invariance que connaissent soit les opportunistes soit les ennemis déclarés de la révolution prolétarienne; et cela ne saurait étonner les révolutionnaires.

Mais voyons ce qu'il en est exactement de l'anarchisme de "RI et de ses amis". Examinons les points les plus importants et les plus significatifs qui sont censés définir les anarchistes.

a) L'Etat. Est "anarchiste" la position de répéter après Engels que l'Etat est le fléau dont hérite le prolétariat après la révolution. Est "anarchiste" sans doute, la position répétée mille fois par Lénine au début de la révolution "russe" que la dictature du prolétariat s'exprime par les Conseils ouvriers. Comme "Bilan", nous répétons que les conseils ouvriers sont la seule forme du pouvoir prolétarien et que le parti ne peut se substituer à la classe en prenant en main les affaires de l'Etat et nous rejetons une idée tout à fait de type populiste le fait qu'une petite minorité de la classe puisse se substituer à l'action générale de la classe. (idée "léniniste" et "bordiguiste" que le parti prend le pouvoir).

b) Sur la violence. Ce sont surtout les anarchistes qui considèrent la révolution par essence comme le simple et limité exercice de la violence du prolétariat contre la bourgeoisie. Certains, comme Sorel, considéraient même la violence comme une pédagogie destinée à éveiller le prolétariat à la conscience (on voit que les "programmistes" n'ont rien innové). Pour le camp marxiste, il ne se discute plus si le prolétariat fera une révolution "violente"; la reconnaissance et la défense acharnée de la nécessité de violence de la classe pour détruire les chaînes du vieux monde sont depuis longtemps une frontière de classe. Seule peut être discutée dans le camp marxiste la forme que prend la violence de classe : violence globale exercée par l'ensemble de la classe, liée au développement de la prise de conscience de la classe, ou minoritaire, fait de quelques groupes ou individus non contrôlés par les organes de la classe, et, de rechef, aveugles. Contrairement aux anarchistes qui voient dans la violence et le terrorisme la réalisation immédiate du communisme, nous affirmons, en conformité avec la théorie marxiste, qu'elle est un moyen pour réaliser le but, le communisme, pour lequel ont surgi les Conseils ouvriers et les partis du prolétariat. Figer la révolution dans la phase de violence de la classe conduit à une mystification conservatrice de la société de classes.

c) Sur le parti. Les "programmistes" sont fort gênés lorsque l'on parle du terme fraction. C'est une gifle à la théorie du parti "historique" qui existerait de tout temps, même en période de contre-révolution. "Le Proletaire", qui fait semblant de croire que "RI et ses amis" "louent la fraction" pour mieux nier la nécessité du parti, ne fait lui-même que nier l'existence de la fraction comme étape nécessaire de la reformation du parti, lorsque celui-ci disparaît en passant à l'ennemi, pour mieux minimiser les conditions d'apparition du parti : en période de lutte généralisée de la classe et non par une pure gymnastique volontariste qui fait du "parti historique" une coque "informelle" et du "parti formel", une chose ahistorique. Leur confusion entre théorie et "école de pensée" ("école anarchiste", "école marxiste") est une manière non classiste et purement philosophique de considérer les théories comme indépendantes de leurs racines historiques, et donc des classes antagoniques qui font cette histoire, dont l'antagonisme se manifeste sur le plan superstructurel par l'apparition de théories ou d'idéologies matériellement déterminées. Mais, peut-être que nous, "anarchistes", donnons une fois de plus, des leçons de marxisme...

REUNION OUVERTE DE LA SECTION DE PARIS

DE L'IRRESPONSABILITE EN MATIERE D'ORGANISATION

On peut se demander pourquoi le PCI mène une telle polémique contre RI, après avoir soigneusement évité pendant longtemps toute allusion à notre existence.

Nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer que c'est l'incompréhension de la période ouverte par le premier conflit impérialiste (voir RI et bulletin de discussion) qui amenait le PCI dans de telles aberrations théoriques.

Pour une fois, nous serons d'accord avec le PCI, lorsqu'il affirme que le passé fait tomber des groupes "dans les déchets que l'histoire vivante laisse inévitablement à chaque cycle de son métabolisme incessant et riche de lendemains exaltants".

CHARDIN

- ACCION PROLETARIA (Espagne)
INTERNACIONALISMO (Venezuela)
INTERNATIONALISM (U.S.A.)
INTERNATIONALISME (BELGIQUE)
RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (ITALIE)
WORLD REVOLUTION (GRANDE-BRETAGNE)
REVOLUTION INTERNATIONALE (PARIS CEDEX 17)

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS à C. Giné CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C. Giné
Numéro de Commission Paritaire : 54 267
Imprimerie : G. Tautin, 9, passage Dieu Paris 20ème.

Comme chaque mois, la section de Paris de "Révolution Internationale" a organisé le 10 janvier 1976 une réunion publique sur le thème de "Organisation et regroupement des révolutionnaires".

Mais le point particulier sur lequel a porté notre insistance a été celui de l'absolue nécessité du regroupement des forces révolutionnaires à l'échelle mondiale avant même que la classe ne s'engage dans ses combats décisifs.

L'effort actuel vers l'unification mondiale des révolutionnaires affronte toute une série d'entraves qui ont principalement pour origine la rupture organique survenue comme conséquence d'un demi-siècle de contre-révolution dans les fractions communistes du passé.

Le premier de ces deux phénomènes a eu pour effet de priver les courants révolutionnaires que la reprise présente de la classe a fait surgir, d'une somme d'expériences pratiques que les fractions du passé avaient capitalisé et qui s'est perdue, pour une part importante, avec elles.

Le deuxième de ces phénomènes est un boulet que le mouvement ouvrier traîne à son pied depuis ses débuts dans la mesure où les rangs prolétaires ont reçu à toute époque des éléments venant de la petite bourgeoisie et transmettant avec eux leurs préjugés de classe.

Manifestation la plus spectaculaire de la crise de cette couche sociale, le "mouvement étudiant" connaît son apogée au moment du début de la reprise prolétarienne et, de ce fait, ses scories viennent encom-

brer fortement la conscience des groupes que celle-ci a fait surgir. Ces scories se manifestent essentiellement sous forme des cultes à la "nouveau", de la "singularité", de la phrase, de l'individu, etc. qui réussissent souvent à transformer ces groupes en de simples sectes plus préoccupées de mettre en relief ce qui les distingue des autres afin de justifier leur existence séparée que d'oeuvrer dans le sens d'un rapprochement.

L'ATTITUDE DU PIC

Une illustration éclatante de cet esprit de secte nous a été fournie par l'attitude du PIC par rapport à cette réunion ouverte. Dans la lettre que nous publions à la suite, nous invitons les camarades de cette organisation à venir débattre publiquement de la question inscrite à l'ordre du jour et qui constitue justement la divergence essentielle entre nos deux organisations.

- 1. que "RI est le roi des cons"
2. que "... le PIC décide de ne plus entretenir aucun contact (correspondance, réunions, échanges divers...) avec une organisation dont les tendances contre-révolutionnaires et les méthodes appropriées à ces tendances ne feront que s'amplifier".

Pour justifier cette rupture, le PIC donne les arguments suivants :

- "Depuis plusieurs numéros de sa revue, le groupe "Révolution Internationale" s'acharne à vouloir jeter le discrédit sur le P.I.C...."
- "Loin de faire des critiques politiques et de débattre en toute fraternité" de groupe à groupe dans la mesure où ceux-ci pouvaient se placer sur un terrain de classe, R.I. a préféré, dans sa logique de volontarisme organisationnel, de recrutement forcé, de formation de "cadres révolutionnaires", de "lutte pour le pouvoir" au sein de la clarification communiste, répandre une quantité importante de mensonges".
- "devant la teneur des références au P.I.C. dans un article du n° 20 de RI... nous estimons que le seuil de tolérance a été dépassé dans le chapitre des injures et des calomnies."
- "que les attaques telles qu'elles sont adressées à un individu (notre camarade cité dans l'article), relèvent des méthodes stalinienne les plus écoulées (souligné par J.T.)"

Nous ne suivons pas le PIC sur son terrain : à l'accusation de mensonge pour motiver une rupture, nous dirons que c'est là la seule chose qu'aient été capable de faire tous les groupes qui ont refusé le débat politique avec nous (à commencer par l'Internationale Situationniste).

Le PIC se plaint de l'acharnement de R.I. contre lui. Que devrions-nous dire pour notre part puisque pratiquement tous les numéros de "Jeune Taupé" contiennent des attaques contre R.I. ou le C.C.I.

"Le groupe R.I. notamment, qui prétend représenter le "pôle" du courant communiste, a révélé un aspect de sa non-activité caractéristique de ses tabous de secte élitiste par rapport au processus du mouvement prolétarien. Ses justifications pour ne pas assurer la défense des emprisonnés (...) sont proprement puantes (souligné par J.T.)"

Loin de prendre la mouche, R.I. n'a pas tiré argument de ces termes (que les lecteurs pourront comparer avec ceux incriminés dans le n° 20 de RI) pour rompre toute relation avec le P.I.C. Au contraire, les camarades de ce groupe ont été invités à la même époque à la réunion nationale de R.I., le P.I.C. a été invité à s'associer et signer le tract "Au Portugal, le capital affronte le prolétariat mondial" de juin 74, de même qu'il a été invité, en janvier 75, à la conférence de notre courant inter-

national.

Notre attitude fraternelle à l'égard du P.I.C. est même allée jusqu'à la mise à la disposition de ce groupe, qui ne s'était même pas donné les moyens de sa volonté "d'intervention", de notre propre matériel pour la confection de sa publication. Mais il a bien fallu se rendre à l'évidence : le maintien et même l'accentuation de l'hostilité du P.I.C. à l'égard de R.I. est devenue la preuve que le P.I.C. existait essentiellement contre R.I.

Au même titre que le "Communist Workers' Organization" qui, en inventant de nouvelles frontières de classe a placé d'autorité le C.C.I. dans le camp capitaliste, le P.I.C. est donc en train de faire la preuve de l'irresponsabilité de ces groupes qui n'ont entre eux de commun que de cultiver leur singularité.

C.G.

"La Secte cherche la justification de son existence et son point d'honneur, non pas dans ce qu'elle a de commun avec le mouvement de la classe, mais dans la silhouette particulière qui l'en distingue".

Marx (Lettre à Wedermeyer)

Paris, 12/12/75

Chers Camarades,

Le samedi 10 janvier 1976, la section de Paris de "Révolution Internationale" organise une réunion ouverte sur le thème du "Regroupement des révolutionnaires" à laquelle nous convions cordialement le PIC à participer et à y défendre publiquement ses positions.

Les réunions de ce type organisées par notre groupe sont en principe ouvertes à toute personne intéressée par les positions révolutionnaires et, les membres du PIC peuvent donc venir à chacune d'elles, mais la raison pour laquelle nous vous transmettons une invitation spéciale à celle du 10 janvier réside dans la nature du sujet traité ce jour-là.

En effet, le problème du regroupement des révolutionnaires autour d'une cohérence principale fondamentale a toujours été crucial dans le développement pratique et théorique de la lutte de classe. Dès le "Manifeste Communiste", l'unité internationale du prolétariat et de son avant-garde était posée comme une nécessité de la lutte de celui-ci. La fonction essentielle de l'AIT, quant à elle, était, de l'avis même de ses fondateurs, de réaliser l'unification des forces vives du prolétariat mondial, en particulier par le dépassement des sectes de la période antérieure. Par la suite, cette question s'est reposée avec insistance à chaque moment décisif de la lutte de classe, quelque fois de façon tragique si on songe, par exemple, au poids énorme pesé, dans l'échec de la Révolution en Allemagne en 1919, l'incapacité des révolutionnaires de ce pays à se regrouper à temps.

Aujourd'hui, au moment où l'effondrement croissant de l'économie capitaliste pousse la classe ouvrière dans la voie d'une reprise de la lutte révolutionnaire, les communistes sont de nouveau placés devant leurs responsabilités historiques dont celle de leur indispensable unité, d'autant plus difficile à assumer que pèse sur eux le poids de la rupture organisationnelle avec les fractions communistes du passé, provoquée par un demi-siècle de contre-révolution.

C'est parce que le PIC et RI défendent les mêmes principes fondamentaux et que leur divergence essentielle porte justement sur ce problème du regroupement, que nous jugeons très importante votre participation à notre réunion ouverte. Nous pensons effectivement que c'est publiquement, face à ceux qui s'intéressent à nos positions communes, et qui bien souvent n'arrivent pas à bien comprendre où se situent nos divergences, que doit se poursuivre le débat existant entre nos deux organisations. Nous sommes sincèrement convaincus qu'un tel débat public, au cours duquel vous disposerez évidemment des mêmes moyens que nous pour défendre votre point de vue, devrait permettre tant à ces éléments proches qu'à nos deux organisations de faire un pas de plus dans la compréhension de ce problème crucial.

En espérant que vous donnerez une suite positive à notre proposition, nous vous transmettons, chers camarades, nos salutations communistes.

Révolution Internationale.

Publications du Courant Communiste International

U.S.A.

La reprise américaine: un tour de passe-passe

Nous publions ici la première partie d'un article paru dans le N° 8 de la revue de notre courant international aux U.S.A., "Internationalisme". La crise mondiale du capitalisme y est analysée surtout du point de vue de ses manifestations mais, compte-tenu de l'importance de ce pays, ont en fait une répercussion sur la situation de tous les autres pays et constituent donc des événements de portée mondiale. Par ailleurs, cet article fait ressortir et illustre la façon dont la bourgeoisie est partout confrontée au dilemme fatal inflation-récession. La tendance de ces deux manifestations fondamentales de la crise à intervenir de plus en plus de façon non plus alternée mais simultanée et avec une gravité accrue, traduit l'impasse totale de l'économie capitaliste.

incapable de surmonter la crise par son programme anti-inflation et de restructuration monétaire de 1974 qui a accéléré la chute de la production ainsi que des profits et a conduit à une crise des liquidités, également incapable de résoudre la crise par le plan de relance de l'année écoulée, qui va -s'il est maintenu- conduire à l'hyper-inflation (1) et à l'érosion de la compétitivité de ses positions sur le marché mondial, la bourgeoisie américaine a décidé d'exorciser la crise avec... des MOTS. Elle s'est mise à répéter le mot magique de "redressement" dans l'espoir de détourner le prolétariat du chemin de la lutte de classe, tout en calmant la frayeur de classes moyennes bien secouées et en recollant les morceaux de ses propres nerfs déshiquetés. La bourgeoisie américaine s'est convertie au slogan utilisé au milieu de la crise mondiale des années 30 : "la seule chose dont nous devons avoir peur, est la peur elle-même". Et, de ce fait, pour le moment, la bourgeoisie a adopté le ton de la confiance :

"Désormais, plus de doute là-dessus: la reprise dans les affaires est vigoureuse encore plus vigoureuse que ne l'avaient espéré les plus optimistes". (Business Week, 3-11-75, p.19)

A la City de Londres, les serviteurs fidèles du capitalisme U.S. ont joint leur voix prestigieuse à ceux qui annoncent un futur brillant pour l'économie américaine : "Les statistiques du troisième trimestre sur le produit national brut indiquent de façon concluante que, non seulement la récession (sic!) est indubitablement terminée, mais encore que la reprise de l'activité est très vigoureuse... L'économie va voguer allègrement vers 1976, emportée par l'impulsion engendrée par un cycle général de progression des affaires". (The Economist, 25-10-75, p.70)

De la part de la bourgeoisie, un tel optimisme en plein milieu d'une crise dévastatrice n'est absolument pas inhabituel. Ainsi, à la fin de 1935, Jesse H. Jones, président de la "Reconstruction Finance Corporation" déclarait avec satisfaction: "Le redressement a été réalisé et il n'y a plus aucune crainte ou raison de craindre que quelque chose puisse nous tomber dessus, que quelque grande faille ou désastre puisse arriver qui troublerait sérieusement les conditions présentes".

Le président Roosevelt, au même moment, proclamait que c'était une source de "grande satisfaction que les conditions présentes soient en mesure de permettre pour l'avenir un redressement substantiel et étendu". Pourtant, l'optimisme n'a pas pu venir à bout d'une crise implacable et sans cesse plus profonde, qui n'allait pas se laisser faire par les discours joyeux des idéologues et des politiciens. Après les élections présidentielles de 1936, une nouvelle avancée de la crise a effacé le "redressement" que la bourgeoisie avait proclamé avec une telle suffisance comme étant irréversible. De septembre 1937 à mai 1938, la production industrielle a chuté de 30% et le chômage a atteint 22%; en 1937 il y avait 6,4% de chômeurs, en 1938, 10 millions

Le "redressement" qui s'était refusé pendant 10 ans à la bourgeoisie fut enfin atteint grâce à la boucherie inter-impérialiste de la Seconde Guerre Mondiale; ses bases furent le massacre de 50 millions d'êtres humains et la destruction des fruits du travail de générations d'ouvriers. Le capitalisme décadent ne connaît d'autre "redressement" que celui-ci; il ne survit qu'à travers le cycle de crise, guerre, reconstruction, nouvelle crise, etc.

LE REDRESSEMENT: MYTHE OU REALITE?

Les "faits" qui aujourd'hui font exulter la bourgeoisie et qui l'ont amenée à parler avec autant de confiance d'un "redressement vigoureux" sont basés sur les chiffres du troisième trimestre concernant le Produit National Brut. D'après les chiffres officiels du gouvernement, le PNB réel a augmenté à un taux annuel de 11,2% au cours du troisième trimestre de 1975, ce qui constitue l'accroissement trimestriel le plus important depuis 1955. Cependant, une analyse minutieuse des "faits" fait apparaître la nature frauduleuse du "redressement" dont se vante la bourgeoisie.

Premièrement, même d'après un économiste de premier plan du Trésor, Herman I. Liebling, quand le taux de croissance est ajusté par rapport à l'inflation sur la base de mesures plus précises et significatives que celles sur lesquelles sont basés les chiffres officiels, le taux de croissance annuel du troisième trimestre n'a pas été de 11,2% mais de 9%. De plus, plus de la moitié de ce gain a été obtenue par le ralentissement du taux de liquidations d'inventaires. Une fois que les stocks ont atteint un niveau en accord avec les réalités d'un marché en voie de contraction, un accroissement temporaire de la production est inévitable; cependant un "boom" de ce type ne peut se maintenir plus de quelques mois sans une nouvelle impulsion. D'après Liebling, la croissance "vigoureuse" du troisième trimestre, si on retranche ce qui correspond à la mise à niveau des stocks, tourne autour de 4,4%, qu'on peut comparer aux 4,6% du deuxième trimestre, avant que le "redressement" ne soit proclamé. Ces chiffres plus réalistes font pâle figure à côté des augmentations de la demande de 5 à 6% typique des précédents redressements de l'après-guerre. Ce qui a alimenté la croissance de 4,4% durant le troisième trimestre, ce sont des allègements fiscaux massifs et un énorme accroissement des allocations de sécurité sociale déversées dans l'économie après l'été. De fait, le "redressement" s'avère n'être autre chose que le résultat d'une dose de pouvoir d'achat procuré par Washington, d'un extraordinaire réamorçage de la part de l'Etat. L'extension en 1976 des allègements fiscaux - pour la coquette somme de quinze à vingt-huit milliards de dollars (2), et un énorme déficit du budget fédéral de 88 milliards de dollars sont considérés comme le prix à payer à la fois pour la réélection du président Ford et le délai nécessaire à l'achèvement en toute quiétude de la compression à long terme des salaires réels du prolétariat que la bourgeoisie est

en train de mettre en oeuvre. Cependant, il est clair qu'un tel réamorçage n'engendre pas de "redressement" - en fait, sa nécessité reflète l'absence complète de tout signe de redressement - et que sa continuation va produire une hyper-inflation qui va provoquer l'effondrement qu'on essaye justement d'éviter.

Le redressement capitaliste a toujours dans l'histoire dépendu de deux conditions liées entre elles: l'expansion de la demande effective, l'ouverture de nouveaux marchés ET le rétablissement d'un taux de profit suffisant.

Indépendamment des autres facteurs - compression des salaires, intensification du travail, allongement de la journée de travail - l'ouverture de nouveaux marchés élève le taux de profit parce qu'il supprime le poids mort du capital constant inutilisé (usines, machines) qui avait fait chuter ce même taux de profit. De même, l'augmentation du taux de profit par une réduction des salaires, l'intensification du travail, ou l'allongement de la journée de travail, rend le capital national plus compétitif et lui permet de subtiliser des marchés de ses rivaux. Mais en fin de compte, l'élévation du taux de profit par l'élévation de la productivité, n'est possible que s'il est accompagné par une croissance de la demande effective permettant la réalisation de la plus grande masse de plus-value produite. La présence de ces conditions se manifesterait par une croissance rapide de l'utilisation des capacités industrielles jusqu'ici inoccupées ET dans de nouveaux investissements en moyens de production, dans la croissance des dépenses du capital en vue de l'industrie. Le "redressement" à propos duquel la bourgeoisie s'exprime avec autant de confiance ne fait apparaître aucun signe d'un tel phénomène. Malgré une dose massive de pouvoir d'achat de "création" gouvernementale et le réajustement du niveau des stocks, le taux d'utilisation des capacités industrielles n'est hissé péniblement jusqu'à 69% dans le troisième trimestre 1975 à partir de son point le plus bas de 66% atteint le second trimestre; on peut comparer ceci au taux d'utilisation de 83% des capacités industrielles de 1973. Si les deux facteurs responsables de ce "redressement" disparaissent - comme cela va se produire bientôt - la véritable nature de l'effondrement qui n'en est qu'à ses débuts, serait d'une évidence éblouissante. Du point de vue des dépenses du capital, le niveau des investissements aux U.S.A. est aujourd'hui inférieur de 25% à celui de 73. D'après le ministère du commerce, les affaires vont croître en termes réels de 11% de moins en 75 par rapport à 74. Le Bureau d'Inspection des Appropriations dépenses annonce un déclin supplémentaire de 3% des dépenses en 1976... et cela doit constituer les bases permettant la prévision d'un "redressement" vigoureux! Il faut dire que même The Economist a du reconnaître "qu'un redressement de l'investissement est indispensable pour sortir de cet affaissement".

En l'absence d'une telle reprise, les prédictions confiantes de croissance de la part de la bourgeoisie pour 1976, ne sont rien d'autre que des bavardages idéologiques. Les éléments qui ont permis la "croissance" du troisième trimestre 75 - la politique fiscale et le restockage - vont tendre à jouer CONTRE la croissance en 1976. Le ralentissement des liquidations d'inventaires et le réajustement du niveau des stocks dans certaines industries qui ont compté pour plus de la moitié dans le gain de PNB du troisième trimestre ne peuvent pas se maintenir au milieu d'un marché mondial saturé. Sur ce point, même les éditeurs optimistes de Business Week sont clairs: "Toute stimulation future de la part des restockages devra être basée sur un retournement significatif de la demande finale". (3 novembre 75, p. 26)

lisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitalistes au sein du prolétariat.

■ Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance anti-fasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

■ Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre

Avec tous les indices s'orientant vers une nouvelle contraction du marché mondial en 1976, avec des dépenses du capital poursuivant leur chute et avec l'incapacité de réamorçages gouvernementaux "à créer" une nouvelle demande à l'échelle de l'année écoulée, une nouvelle série de liquidation d'inventaires est probable, engendrant une nouvelle pression vers le bas sur la production.

Un accroissement des dépenses des Etats et des localités sous la forme d'enveloppes salariales pour les travailleurs, de "services sociaux" et de programmes de travaux publics a été un facteur décisif dans le redressement de tous les ralentissements de l'après-guerre. Aujourd'hui par contre, la contraction sera renforcée par les restrictions draconiennes de ces dépenses qui sont faites à travers tout le pays. La ville de New-York ne constitue que la partie visible de l'iceberg; 40 000 emplois ont d'ores et déjà été éliminés, les "services sociaux" amputés profondément, et tous les nouveaux programmes de travaux publics - construction, hôpitaux, écoles, autoroutes, bâtiments administratifs - supprimés. L'Etat de New-York lui a maintenant emboîté le pas avec un arrêt de tous les nouveaux programmes de construction. De ce fait, un des piliers du "redressement" a été enlevé et ses conséquences se feront sentir en 76.

Si la contraction des dépenses des villes et des Etats est un reflet des tendances générales de toute la nation vers l'austérité, le réamorçage est encore à l'ordre du jour à Washington... jusqu'après les élections présidentielles en fait. Les grandes lignes de la politique post-électorale sont déjà en train d'être définies par les politiciens, les technocrates et les hommes d'affaires, et l'inflation galopante qui est en train d'être remise sur pieds par les programmes inflationnistes actuels, va intensifier la nécessité de mener une politique déflationniste immédiatement après les élections.

Les coupes sombres dans les services sociaux au niveau des Etats et des localités vont alors être suivis par une attaque sauvage contre les "programmes sociaux" au niveau fédéral, renforçant par la suite, la pression à la baisse de la production à la fin de l'année 76. Ce sur quoi Business Week insiste, "les premières étapes solides d'un redressement" (3 novembre 1975, p. 24) va alors apparaître pour ce que c'était en réalité: une légère pente dans le déclin de la production, lequel n'est que le signe le plus visible de la crise croissante et irréversible du capitalisme. Les discours téméraires sur le redressement seront mis à nu et appréciés à leur juste valeur: les bravades d'une classe à l'agonie, faisant partie de ses efforts pour éluder sa propre faille, l'addition à l'inflation qui est en train d'éroder cruellement les conditions de vie du prolétariat, d'une inflation de mots.

(A suivre) MAC INTOSH

Notes: (1) Après des prédictions béates comme quoi l'inflation était "contrôlée", l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,8% en Octobre, l'accroissement le plus élevé de l'année. Ceci représente un taux annuel d'inflation de 21,1%. (2) Les commissions budgétaires du Congrès veulent relancer l'activité par une extension temporaire des allègements fiscaux de cette année, qui injecteraient 15 milliards de dollars dans l'économie en 1976; le président Ford veut des allègements fiscaux permanents de 28 milliards de dollars, pour stimuler l'économie en 1976, et qui doivent être rapprochés de la réduction des 28 milliards de dollars des dépenses fédérales pour des programmes "sociaux", réduction qui ne sera appliquée qu'après les élections durant l'année fiscale 1977.

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes:

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative: socialisme ou barbarie.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'organiser la classe ouvrière, ni de prendre le pouvoir au nom des travailleurs mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils-Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, --tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales-- et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc) sont une expression particulière de la tendance universelle au capita-

une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

Notre activité

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

